

2^{ÈME} SOMMET CULTURE DE CGLU
ENGAGEMENTS ET ACTIONS POUR
LA CULTURE DANS LES VILLES DURABLES

JEJU (RÉPUBLIQUE DE CORÉE)
10-13 MAI 2017

RAPPORT FINAL





LE RAPPORT

Coordinateur du Rapport

Jordi Baltà

Rapporteurs

Jordi Baltà, Toni Blanco, Irene Fuertes, Tara Katti, Carole Morillon, Jordi Pascual, Dianne Seva, Sarah Vieux et Ege Yildirim

Directrice de la Communication de la Commission culture de CGLU

Sarah Vieux

Coordinateur de la Commission Culture

Jordi Pascual

CRÉDITS PHOTO

© Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU)

© Province Autonome Spéciale de Jeju



INTRODUCTION

Le deuxième Sommet Culture de [Cités et Gouvernements Locaux Unis \(CGLU\)](#) s'est tenu à Jeju (Jeju-do, République de Corée) du 10 au 13 mai 2017 et a été accueilli par la Province Autonome de Jeju. Intitulé «Engagements et actions pour la culture dans les villes durables», l'événement s'est attaché au partage des connaissances, à l'apprentissage entre pairs et au réseautage, pour une parfaite illustration du rôle de la culture dans le développement durable local, avec des exemples particuliers, et susciter encore davantage de coopération à l'échelle locale, régionale et mondiale.

Réunissant près de 500 participant-e-s, ce Sommet biennal peut être considéré comme le plus grand rassemblement au monde de villes pour la culture, impliquant gouvernements locaux, organisations internationales, gouvernements nationaux, organisations non-gouvernementales, artistes, universitaires et autres acteur·rice·s engagé·e·s dans la mise en œuvre efficace des politiques et programmes du domaine de la culture et du développement durable.

Le deuxième Sommet Culture de CGLU a répondu à l'importance grandissante accordée au lien entre la culture, les villes et le développement durable par les organisations internationales et les cadres de travail mondiaux. Parmi les récents événements marquants en la matière se trouvent l'[Agenda 2030 des Nations Unies pour le Développement Durable](#) (adopté en septembre 2015), le [Nouvel Agenda Urbain](#) (adopté par la Conférence Habitat III à Quito en octobre 2016) et la [Déclaration de la 2^{ème} assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux](#) (également adoptée à Quito en octobre 2016).

L'événement a contribué à élargir et renforcer les mouvements des organisations, villes et militant-e-s dans ce domaine. Les discussions, les présentations de projets et le renforcement du travail en réseau ont également mis en avant le lien entre culture, développement local et agendas mondiaux, notamment les Objectifs de Développement Durable (ODD) et le Nouvel agenda urbain, mais aussi leur mise en œuvre et évaluation au niveau mondial, national et local. Les partenariats et le réseautage dans ce domaine ont été consolidés et mèneront à de nouvelles initiatives dans un avenir proche.

Le Sommet Culture de Jeju s'est fondé sur les résultats du [premier Sommet Culture de CGLU](#), qui avait eu lieu à Bilbao les 18-20 mars 2015. À cette occasion, un guide pratique, [Culture 21 : Actions](#) a été adopté. Il permet notamment aux gouvernements locaux, aux militant-e-s de la société civile et autres parties prenantes d'évaluer, mettre en œuvre et échanger des connaissances sur la façon d'incorporer intégralement la culture au développement durable. Les expériences des villes mettant actuellement en œuvre Culture 21 : Actions ont été présentées lors du Sommet de Jeju ; l'agenda de l'événement prévoyant également des espaces de discussion de ses principales thématiques.



Les résultats du 2^{ème} Sommet Culture de CGLU contribueront à consolider la mise en œuvre et l'efficacité du Nouvel agenda urbain et d'autres accords mondiaux concernant le développement durable. En particulier, des mesures sont prévues concernant les thématiques suivantes :

- 1. Encourager l'innovation politique et l'apprentissage entre pairs sur la culture et le développement durable local**, par le biais de la consolidation des [programmes d'apprentissage Culture 21 Actions](#), notamment les Villes Leaders, Villes Pilotes et Culture 21 Lab.
- 2. Reconnaître l'excellence des expériences et contributions à la culture au sein des villes durables**, à travers la prochaine célébration de la troisième édition du [Prix international CGLU — Ville de Mexico — Culture 21](#). Le Prix reconnaît les contributions significatives apportées par les villes et les personnalités de premier plan en matière de culture et de développement durable. Sa troisième édition sera lancée en octobre 2017.
- 3. Plaider en faveur de la place de la culture au sein des agendas mondiaux**, notamment les cadres de suivi de l'Agenda 2030 des Nations Unies sur le développement durable et ses mises en œuvre locales et nationales, ainsi que la mise en œuvre du Nouvel agenda urbain et la planification des autres agendas et cadres mondiaux sur le développement durable. Dans ce domaine, le Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et CGLU travaillent main dans la main à développer un système d'indicateurs pour la mesure de la Cible 11.4 des ODD. CGLU a également rédigé [un document contenant des données pratiques et des conseils sur la façon dont les aspects culturels peuvent contribuer à la réalisation des ODD](#) (La Culture dans les Objectifs du Développement Durable : un Guide pour l'Action Locale), document actuellement soumis aux consultations, avec une publication prévue pour la fin 2017.
- 4. Développer le réseautage inter-secteurs sur la culture et le développement durable**, via le renforcement de la collaboration au sein des réseaux culturels mondiaux et autres organisations de la société civile actif-ve-s dans le domaine des droits humains et du développement durable.
- 5. Promouvoir les partenariats entre les organisations de la société civile et les gouvernements locaux en particulier** en contribuant aux débats politiques entre réseaux impliqués dans la [Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux \(GTF\)](#) et les organisations de la société civile.
- 6. Consolider les débats et partenariats mondiaux**, en élargissant la participation à davantage de villes présentes dans des régions moins représentées, en renforçant la collaboration avec l'UNESCO et les organisations régionales et en trouvant de nouvelles opportunités à l'échelle locale, régionale et mondiale.

- 
7. Contribuer à l'intégration de la perspective culturelle dans les domaines politiques n'incluant traditionnellement pas les acteur-ric-e-s culturel-le-s tels que la résilience, la planification et autres, à travers l'encouragement au dialogue entre acteur-ric-e-s culturel-le-s et organisations professionnelles d'autres secteurs.
 8. Encourager à l'inclusion de la dimension culturelle dans le Cadre d'action pour la mise en œuvre du Nouvel agenda urbain (AFINUA).
 9. Développer les expériences d'apprentissage sur l'importance du développement de politiques culturelles et de l'Agenda 2030 dans le cadre des efforts de la Global Taskforce sur la [Localisation des ODD](#).

Ce document contient un résumé des principales idées présentées et soumises aux débats au cours des trois journées de sessions plénières, groupes et ateliers thématiques, présentations de projets et espaces de réseautage. Il complète les autres ressources produites à la suite du Sommet, notamment les vidéos et résumés sur les réseaux sociaux, dont les références sont à retrouver en fin de document.

MERCREDI 10 MAI 2017



SESSION PLÉNIÈRE D'OUVERTURE

Le 2^{ème} Sommet Culture de CGLU s'est ouvert avec l'allocation de **WON Hee-ryong**, Gouverneur de la [Province autonome de Jeju](#), Président de la section Asie-Pacifique de CGLU (CGLU-ASPAC), et Vice-président de CGLU. Il a rappelé que Jeju avait accueilli le 2^{ème} Sommet Mondial de CGLU en 2007 et avait cette fois l'honneur d'accueillir ce 2^{ème} Sommet Culture. Il a souligné le fait que la culture est un moyen de rassembler les peuples qui apporte des changements primordiaux. Il a ainsi évoqué sa propre expérience en tant que Président de CGLU-ASPAC, qui lui a permis de comprendre l'importance de la culture au sein du développement durable. À cet égard, les valeurs de coexistence (entre passé et futur, entre culture et nature, etc.), diversité et culture (y compris le réseautage entre les acteur·rice·s culturel·le·s) sont essentielles pour parvenir à un développement durable positif d'ici à 2030.

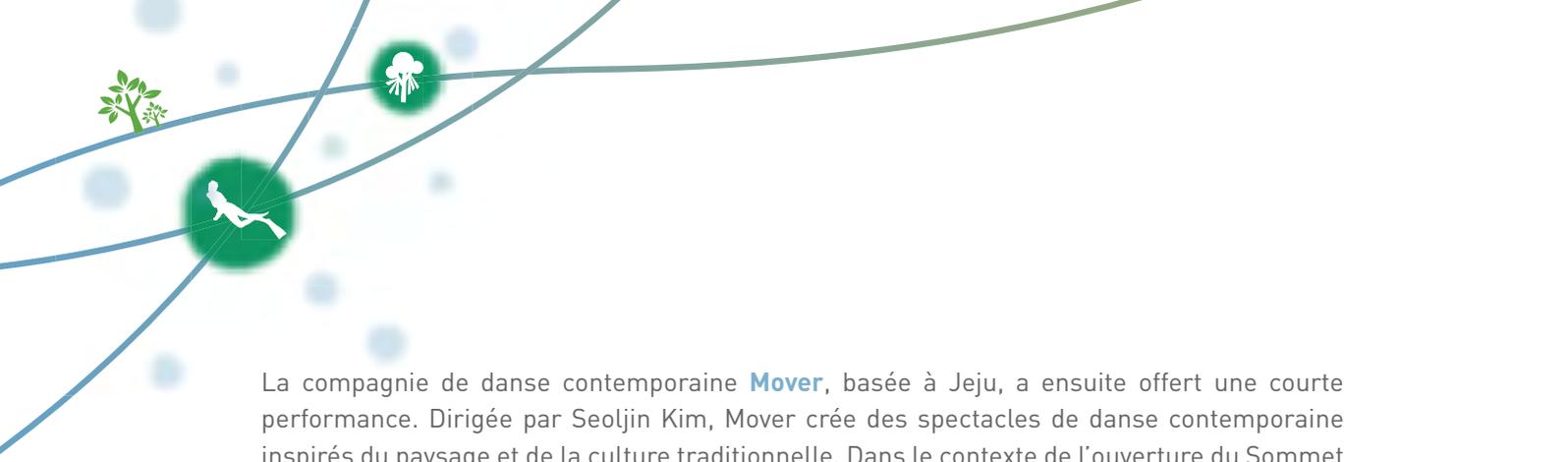
LES VALEURS DE COEXISTENCE, DIVERSITÉ ET CULTURE SONT ESSENTIELLES POUR PARVENIR À UN DÉVELOPPEMENT DURABLE POSITIF D'ICI À 2030



C'est ensuite **Josep Roig**, Secrétaire général de CGLU qui a pris la parole. Rappelant le Congrès Mondial de CGLU en 2007, il a décrit Jeju comme un « lieu où l'histoire de notre organisation s'est écrite ». Il a également signalé à quel point le Sommet Culture avait permis d'apprendre d'expériences diverses des villes d'Asie-Pacifique et de renforcer leur participation aux programmes mondiaux de CGLU. Il a insisté sur le fait que la culture fait partie depuis longtemps de l'approche de CGLU au développement durable, car CGLU est une organisation convaincue de la place fondamentale de la culture au sein des villes. Suite au Sommet Culture de Bilbao, plus de 40 villes des quatre coins du monde ont mis en œuvre de nouvelles approches, en s'appuyant sur Culture 21 : Actions. Ceci a servi d'illustration aux « Vagues d'actions » de CGLU, qui supposent de l'innovation, la mise à l'essai de nouvelles approches et la création de nouveaux modèles pour influencer de plus grandes communautés.

**PAR DÉFAUT, L'ESPRIT HUMAIN EST OUVERT,
IL N'A RIEN DE FERMÉ, NOUS DEVONS DONC
MAINTENIR LES PORTES OUVERTES**

Le troisième et dernier discours d'ouverture a été prononcé par **SIN Koan Hong**, président du Conseil de la Province Autonome de Jeju. Il a évoqué Jeju comme une île de paix, forte de sa culture si particulière et qui s'est réinventée à travers la culture et les arts. Jeju bénéficie d'un statut spécial d'autonomie au sein de la Corée du Sud. Il a également souligné l'importance que revêtent la nature et la culture à Jeju et a invité les participant-e-s à profiter pleinement de l'île, le mois de mai étant la meilleure époque de l'année pour visiter Jeju.



La compagnie de danse contemporaine **Mover**, basée à Jeju, a ensuite offert une courte performance. Dirigée par Seoljin Kim, Mover crée des spectacles de danse contemporaine inspirés du paysage et de la culture traditionnelle. Dans le contexte de l'ouverture du Sommet Culture de CGLU, ceci a permis de relier les pratiques artistiques aux questions de la culture et du développement durable, questions ensuite abordées les jours qui ont suivi.

Le grand poète coréen **KO Un**, citoyen d'honneur de Jeju, a ensuite pris la parole. Il a part de sa réflexion sur le langage comme essence de la culture et sur l'importance des cultures locales et de l'enracinement. La culture est davantage une création spontanée qu'un produit gouvernemental fabriqué de directions venues du centre, la décentralisation des aspects culturels devant donc être reconnue : « La culture de la région, pour la région, par la région doit devenir une proposition universelle ». Les fondements culturels sont essentiels à tout développement, même le secteur économique déclare ouvertement qu'il n'existe pas d'économie sans culture. Il a ensuite affirmé que le rêve de l'utopie démarre avec l'autonomie locale, et que la culture y pourvoit : « La culture c'est l'autonomie, elle est active, elle n'est pas passive, c'est le cœur du corps ». KO Un a conclu son discours avec un poème, qui pourrait se traduire en français par «Une certaine joie» : «...Quelle joie / que je sois fait de tant d'autres...»

LA CULTURE C'EST L'AUTONOMIE, ELLE EST ACTIVE, ELLE N'EST PAS PASSIVE, C'EST LE CŒUR DU CORPS





■ ■ **L'AGENDA 21 DE LA CULTURE EST UN
IMPORTANT DOCUMENT À NOTRE ÉPOQUE,
AVEC UNE VISION IMPORTANTE DEPUIS
UNE PERSPECTIVE DES DROITS CULTURELS** ■ ■

La Rapporteuse spéciale des Nations unies dans le domaine des Droits Culturels, **Karima Bennoune**, a prononcé un discours intitulé « Mettre en œuvre l'Agenda 21 de la culture (et les droits culturels) dans le monde d'aujourd'hui ». Elle a déclaré être une admiratrice de l'Agenda 21 de la culture, « un document important à notre époque », qui fournit « une vision importante depuis une perspective des droits culturels », et souligne le rôle primordial d'acteurs des droits humains que jouent les gouvernements locaux. Il s'agit d'une vision où les différences entre êtres humains sont vues comme des ressources et non comme des problèmes. Dans la pratique toutefois, les violations des droits culturels dans le monde se font légion. Elle a défendu le fait que les droits culturels sont un contrepoids essentiel à l'intégrisme et à l'extrémisme, et que l'Agenda 21 de la culture était un bon outil pour contrer les idéologies monolithiques et clivantes. « Par défaut, l'esprit humain est ouvert, il n'a rien de fermé, nous devons donc maintenir les portes ouvertes » Elle a poursuivi en identifiant certains des aspects qu'elle considère comme fondamentaux à la mise en œuvre des droits culturels et de l'Agenda 21 de la culture, aujourd'hui, à savoir l'espace public, le financement et l'inclusion totale des femmes à tous les aspects de la culture et des droits culturels. Elle a conclu en souhaitant à tou-te-s un Sommet productif et en s'engageant à inclure les villes et les gouvernements locaux comme pendants essentiels dans son travail.

SESSION PLÉNIÈRE 1 : METTRE EN ŒUVRE “CULTURE 21 ACTIONS”

Depuis son adoption lors du 1^{er} Sommet Culture de CGLU à Bilbao en mars 2015, le guide «Culture 21 : Actions» est utilisé par plusieurs villes, afin d'évaluer et améliorer leur approche de la culture et du développement durable. Au cours de cette session, plusieurs expériences de Villes Pilotes et Villes Leaders de l'Agenda 21 de la culture dans différentes régions du monde ont été présentées, ainsi que celles d'autres villes et expert·e·s ayant reconnu la pertinence de « Culture 21 : Actions » dans la réponse aux défis urbains.

Cette session a été présidée par **Catherine Cullen**, Conseillère spéciale sur la « Culture dans les villes durables » pour la Commission Culture de CGLU. Au cours de son introduction, elle a souligné que l'Agenda 21 de la culture et Culture 21 : Actions ont aidé nombre d'individus et d'organisations à mieux comprendre le lien entre culture, citoyenneté et développement durable.

■ ■ **LES VILLES PILOTES NOUS OFFRENT UN ESPACE
POUR RÉFLÉCHIR, CRÉER ET PARTAGER LA CULTURE,
ET DONNER NAISSANCE À UN ÉCOSYSTÈME CULTUREL
POSITIF ET VIABLE** ■ ■

La Conseillère à la culture de **Lisbonne**, **Catarina Vaz Pinto**, a expliqué que sa ville avait décidé de devenir Ville Pilote afin d'offrir un espace où réfléchir, créer, partager la culture et en vue de générer un écosystème culturel positif et viable. Le programme comprend





plusieurs ressources, notamment une approche multi-dimensions de la durabilité, qui reconnaît la culture comme valeur intrinsèque mais aussi sa connexion à d'autres domaines de gouvernance. Le cadre fourni par CGLU a permis à Lisbonne de mettre à jour sa Stratégie culturelle existante et il éclaire les nouvelles mesures, par exemple avec la création d'une bibliothèque dans un quartier défavorisé, un festival d'art urbain qui promeut la cohésion au sein de la communauté et le titre de la ville de [Capitale culturelle ibéro-américaine](#) en 2017, qui a à voir avec les migrations, les peuples indigènes et les séquelles de l'esclavage, entre autre. Selon elle, les Villes Pilotes sont un outil très important pour susciter le consensus et la continuité sans souffrir de l'alternance dans les administrations mais aussi pour renforcer l'unité de l'action auprès des acteur-ric-e-s culturel-le-s.

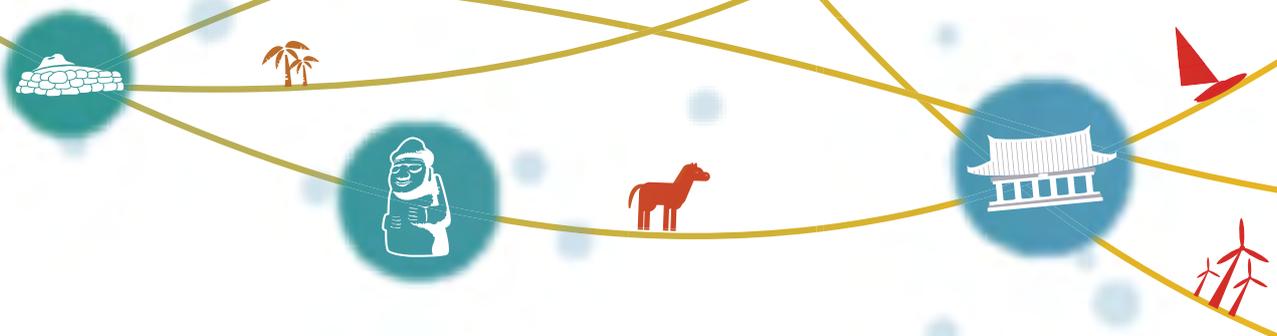
L'intervenante suivante était **Carina Nilsson**, la Maire-adjointe de [Malmö](#), l'une des Villes Leaders de l'Agenda 21 de la culture. Malmö a été la première ville au monde à établir une Commission pour la durabilité sociale en 2010. La Commission a suggéré que l'une des raisons expliquant pourquoi les inégalités existantes n'ont pas mené à davantage de problèmes sociaux et de santé graves pourrait être culturelle. Elle a donc envisagé la culture comme une condition préalable à la durabilité. La [Stratégie pour la culture 2014-2020](#) de Malmö reflète cette vision et contient une série de mesures dans des domaines tels que l'art public, l'éducation artistique dans les écoles, l'accès à la culture pour les enfants et les jeunes, etc. Carina Nilsson a conclu son discours en insistant sur l'utilité de Culture 21 : Actions et la façon dont l'exercice d'autoévaluation mené à Malmö a permis d'entamer un dialogue au sein du gouvernement local et avec les autres acteur-ric-e-s. Elle a également souhaité que le Sommet soit une opportunité de créer des connaissances ensemble.

Martín Levenson, l'un des conseillers aux politiques culturelles du Secrétariat de la culture de la **Ville de Mexico**, n'a pu se rendre au Sommet mais a transmis sa contribution au groupe par le biais d'une vidéo. Il y signalait l'approche de la Ville de Mexico à la politique culturelle, fondée sur l'exercice des droits culturels. De fait, la **Constitution de la ville**, récemment adoptée, est inspirée par la **Charte de Fribourg sur les droits culturels** et l'**Agenda 21 de la culture** et insiste sur le caractère exécutoire des droits culturels. Ceci implique, entre autre, de respecter les identités et la diversité des peuples, la mémoire collective, le droit de prendre part à la vie culturelle et le droit d'accéder à l'éducation et à la formation pour soutenir le développement de l'identité et de la créativité de chacun-e. Dans la Ville de Mexico, des initiatives telles que les **centres culturels FAROS** et les écoles des arts en sont l'expression. Le développement culturel guidé par la communauté est pris en compte, tout comme le renforcement de la participation citoyenne dans l'élaboration de politiques culturelles.

« L'INTENDANCE PARTAGÉE » DE LA CULTURE PAR TOU·TE·S LES ACTEUR·RICE·S EST L'UNE DES IDÉES CLÉS DE CULTURE 21 : ACTIONS

La Directrice adjointe à la Stratégie et Analyse Municipale, Bureau de l'aménagement de **Washington DC**, **Sakina Khan**, a ensuite pris la parole. Elle a présenté Washington DC comme une ville aux quartiers variés, capitale de la durabilité et espace de créativité. La ville élabore actuellement un **Plan culturel**, qui aborde à la fois la créativité et le patrimoine, s'inspirant de la maxime « Toute infrastructure est une scène, tout-e résident-e est un-e acteur-riche ».





L'implication du Bureau de l'aménagement dans cet exercice sert à s'assurer que les aspects culturels sont intégrés à tous les domaines politiques pertinents. Au cours de ce processus, la ville a identifié Culture 21 : Actions comme un outil très utile, qui lui a permis d'autoévaluer ses points forts et ses points faibles et repenser son approche des aspects culturels. Sakina Khan a souligné « l'intendance partagée » de la culture par tou-te-s les acteur-ric-e-s comme l'une des idées clés de Culture 21 : Actions, et a décrit certaines des initiatives testées dans ce contexte, notamment les partenariats avec les organisations artistiques fédérales et les projets de « fabrique d'espaces créatifs » ou d'« urbanisme temporaire » dans 15 quartiers.

LA CULTURE EST L'ÂME DE LA VILLE ET ELLE RÉSIDE AU CENTRE DE SES OBJECTIFS DANS LA RÉUSSITE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

La dernière intervenante du groupe était **Violeta Seva**, l'une des principales conseillères du Maire de la ville de **Makati**, aux Philippines. La Charte de Makati a mené à l'établissement d'un Conseil de la culture et des arts, et des mesures initiales ont été prises pour améliorer la présence des aspects culturels. Parmi ces mesures se trouvent la cartographie culturelle dans la zone de Población et le développement d'un plan directeur pour la conservation du



patrimoine. Les mesures en ce sens émanent de la conviction selon laquelle « la culture est l'âme de la ville et la scène principale des objectifs de la ville dans la réussite du développement durable », car la culture locale crée de la fierté, de la cohésion et l'union des efforts pour atteindre le développement. En avril 2017, Makati a mené un atelier Culture 21 Lab, qui a permis d'identifier ses forces et ses faiblesses, une série de facteurs déterminants et des actions à mettre en œuvre potentiellement dans chacun des engagements de Culture 21 : Actions. Les résultats de l'atelier éclaireront ainsi la prochaine formulation du Plan de développement culturel de Makati.

La discussion qui s'en est suivie a abordé les questions suivantes :

- **Participation des citoyen-ne-s aux politiques et projets culturels locaux :**
l'importance de combler les fossés existants entre les différents groupes sociaux et de promouvoir les projets créatifs participatifs, qui relient la tradition et la modernité a été évoquée.
- **Gestion de la diversité culturelle :** la culture a le pouvoir de connecter les peuples, même s'il-elle-s ne parlent pas la même langue ; certains des concepts contenus dans Culture 21 : Actions peuvent être difficiles à traduire dans certaines langues, mais dans la pratique, les ateliers et les discussions menées dans les villes génèrent toujours des débats animés autour de la place de la culture au sein du développement durable local.
- **L'autoévaluation fondée sur Culture 21 : Actions** offre un cadre flexible aux villes dont les phases de développement varient, ce qui leur permet une adaptation à leur contexte et à leurs propres gouvernance et cadre de planification. Les exercices d'autoévaluation aident chaque ville à déterminer le ressenti qu'elle a d'elle-même.

SESSION PARALLÈLE A1: DROITS CULTURELS ET GOUVERNANCE DE LA CULTURE

Les droits culturels sont la base de la compréhension de la culture comme dimension fondamentale du développement durable. Comme le souligne « Culture 21 : Actions », rendre effectifs les droits culturels suppose non seulement de préserver la capacité de chacun·e à accéder et participer à la vie culturelle, mais aussi de concevoir des dispositifs de gouvernance qui intègrent plusieurs voix et leur permettent de prendre part à l'élaboration de politiques. Des initiatives en la matière, souvent éclairées par une approche fondée sur les droits de la participation citoyenne dans d'autres secteurs politiques, ont été présentées et débattues lors de cette session. Les participant·e-s ont décrit des exemples et des approches focalisées sur les droits culturels des citoyen·ne-s, incluant les groupes défavorisés tels que les personnes âgées, les minorités ethniques et les personnes handicapées.

La discussion a été modérée et introduite par **Robert Manchin**, Président de [Culture Action Europe](#), l'un des principaux réseaux de la société civile dans le domaine culturel en Europe. Culture Action Europe était l'un des partenaires de la campagne [#culture2015goal](#) (« Le futur que nous voulons intègre la culture ») et est actuellement partenaire de CGLU dans la coordination du programme Villes Pilotes en Europe de l'Agenda 21 de la culture.





La première contribution a été formulée par **Didier Coirint**, Directeur à la culture de la ville de **Saint-Denis** en France, une ville marquée par sa diversité. Il a décrit l'élaboration d'un **Schéma d'orientations culturelles** à Saint-Denis, ayant impliqué les artistes et les acteur·rice·s des différents secteurs de la culture, jeunesse, santé, éducation et société civile, ainsi que des citoyen·ne·s, étudiant·e·s et leaders locaux·les. L'Agenda 21 de la culture et les droits culturels ont fortement éclairé ces développements ; Saint-Denis promeut la démocratie culturelle et l'accès à la culture pour tou·te·s, reconnaissant la population locale dans toute sa diversité.

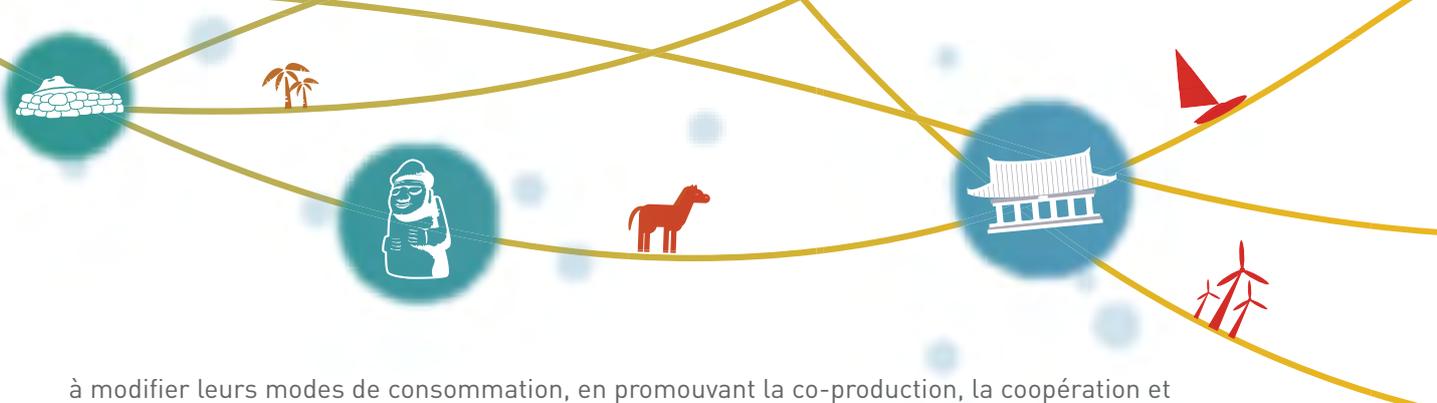
Shin Gyonggu, Conseiller principal politique aux affaires intérieures de la **Ville métropolitaine de Gwangju** (Corée du Sud), et Professeur émérite à l'Université nationale de Chonnam, a abordé l'importance d'impliquer tout le monde, y compris les résident·e·s internationaux·les, dans l'élaboration de politiques culturelles. Il a souligné certains des défis supposés par la participation, notamment l'accès réduit des communautés internationales aux installations culturelles. Élargir la participation peut contribuer à davantage d'intégration entre résident·e·s locaux·les et internationaux·les, et peut enrichir la vie culturelle locale à travers la visibilité des cultures étrangères.

L'expérience de la ville de **Mérida** (Mexique), en tant que Ville Pilote de l'Agenda 21 de la culture, a été présentée par son Directeur à la culture, **Felipe Ahumada**. La ville a élaboré une **Charte des droits culturels**, qui renforce sa vision de la culture comme pilier fondamental du développement, et la forte influence de la culture dans toutes les activités humaines. Outre l'adoption de la Charte, Felipe Ahumada a signalé l'importance de sa diffusion et de faire prendre conscience à toutes les autorités de ces droits culturels, permettant ainsi à tou·te·s les citoyen·ne·s de les exercer pleinement.

LES VILLES DU MONDE ENTIER SE FOCALISENT DE PLUS EN PLUS SUR LES DROITS CULTURELS DES CITOYEN·NE·S, EN INCLUANT NOTAMMENT LES GROUPES DÉFAVORISÉS TELS QUE LES PERSONNES ÂGÉES, LES MINORITÉS ETHNIQUES ET LES PERSONNES HANDICAPÉES

Genti Cifliku, représentant du Bureau de développement du département de la culture de la ville de **Malmö** a présenté certaines expériences tirées de la mise en œuvre de la Stratégie culturelle locale. Il a signalé la nécessité de garantir les droits culturels des personnes âgées, qui disposent de grandes connaissances et peuvent enrichir les processus. Il a également évoqué l'importance de la sensibilisation aux droits culturels auprès du personnel du gouvernement local, qui pourra alors à son tour promouvoir et permettre l'exercice des droits culturels de tou·te·s les citoyen·ne·s.

La **ville métropolitaine de Séoul** était représentée par le Directeur de son Bureau des affaires internationales, **LEE Hoi Seung**. Il a décrit la façon dont Séoul a encouragé ses habitant·e·s



à modifier leurs modes de consommation, en promouvant la co-production, la coopération et les partenariats avec la société civile. À cet égard, chaque citoyen-ne a été impliqué-e, d'une manière ou d'une autre, dans la conception de produits dans leur domaine.

Lassana Cissé, expert en patrimoine et développement local, a décrit la situation de son pays d'origine, le Mali. Une série de défis touchant au patrimoine ont émergé suite à la récente guerre civile, notamment la destruction d'importantes ressources, une réduction du tourisme vers les sites culturels, etc. Dans un contexte où il s'avère nécessaire de générer de nouvelles dynamiques culturelles, des organisations telles que l'[Association Internationale des Maires Francophones \(AIMF\)](#) soutiennent la création d'emplois dans ce secteur. Il a également signalé à quel point la mobilisation des citoyen-ne-s avait contribué à la préservation culturelle.

La dernière contribution a été celle de **PARK Kyenghoon**, Président de la [Fondation de Jeju pour les arts et la culture \(JFAC\)](#). Il a insisté sur l'importance que revêtent les gouvernements locaux dans la vie culturelle et a poursuivi en soulignant le soutien de la JFAC à la culture locale et l'attention portée aux personnes handicapées et à la jeunesse. À cet égard, les programmes de l'organisation sont alignés sur les droits culturels et visent à travailler encore plus en profondeur dans ce domaine.

SESSION PARALLÈLE A2 : RÉSEAUX ASIATIQUES DES VILLES POUR LA CULTURE

Confrontées à des défis similaires dans le domaine de la culture, le développement durable et autres secteurs de la gouvernance urbaine, les villes se sont graduellement engagées dans différentes formes officielles ou non de travail en réseau, à l'échelle nationale, régionale et internationale. Le réseautage entre villes pourrait faciliter l'apprentissage entre pairs, l'échange de bonnes pratiques, la réflexion conjointe sur les questions d'intérêt commun et l'établissement de schémas de collaboration. Au cours de cette session, plusieurs réseaux culturels impliquant des villes asiatiques ont présenté leurs approches et expériences.

Cette session a été présidée par **Anupama Sekhar**, Directrice du département de la culture de la [Fondation Asie-Europe \(ASEF\)](#). L'ASEF, qui a co-organisé et appuyé cette session, promeut une compréhension mutuelle approfondie entre l'Asie et l'Europe à travers des échanges intellectuels, culturels et entre les peuples. Établie en 1997, les activités de l'organisation dans le domaine de la culture comprennent la promotion de la collaboration artistique, les réseaux bi-régionaux et le dialogue politique.

Le premier intervenant a été **Navin Piplani**, Directeur principal de l'[INTACH \(Indian National Trust for Art and Cultural Heritage\)](#), basé à New Delhi. L'INTACH vise à être un centre leader dans les connaissances touchant à l'art et aux ressources culturelles et naturelles, et il interagit avec les gouvernements locaux. Navin Piplani a affirmé que chaque personne a sa propre vision du patrimoine culturel, ce qui rend impossible toute normalisation d'approche, et c'est l'une des raisons pour laquelle les réseaux dans le domaine du patrimoine s'avèrent nécessaires. Concernant l'évaluation des impacts, il a suggéré qu'il faudrait s'éloigner du concept de mesure et se focaliser plutôt sur la « capacité d'accueil ».





Neil Khor, Chef des opérations chez Think City et membre fondateur du [Réseau des villes créatives du sud-est asiatique \(SEACCN\)](#), a ensuite décrit la diversité des membres qui composent le SEACCN, et qui comprend des villes (principalement des villes secondaires ou intermédiaires) et pôles créatifs. Outre son intérêt envers la créativité, le réseau a collaboré avec ses partenaires européens sur une gestion des villes historiques, de l'architecture et de l'urbanisme, et cherche actuellement à développer de nouveaux projets communs. Il a affirmé que la culture fait entièrement partie du développement urbain et a suggéré que les lacunes dans les discours nationaux peuvent être résolues selon une approche du bas vers le haut : « nous devons progresser vers la participation et impliquer les individus dans la fabrique du patrimoine ».

LES LACUNES DANS LES DISCOURS NATIONAUX PEUVENT ÊTRE RÉSOLUES SELON UNE APPROCHE DU BAS VERS LE HAUT. NOUS DEVONS PROGRESSER VERS LA PARTICIPATION ET IMPLIQUER LES INDIVIDUS DANS LA FABRIQUE DU PATRIMOINE

En sa qualité d'agrégée supérieure de recherche du [Pôle des urbanismes asiatiques](#) au Centre de recherches d'Asie (Université nationale de Singapour), **Rita Padawangi** a abordé une série de thématiques ayant fait surface au cours de ses projets de recherche et de suivi. Elle a souligné l'émergence croissante de réseaux de la société civile qui traitent des « inégalités dans le paysage des aspirations », ainsi que l'implication de la société civile dans les projets culturels focalisés sur l'espace public, la préservation du patrimoine et autres questions. Elle a décrit le potentiel que pourraient avoir les villes secondaires dans la génération d'un changement. Enfin, elle a fait référence à l'importance de l'efficacité de la mise en œuvre des politiques culturelles, en transformant les résultats de recherches et des campagnes de la société civile en actions.

Enfin, **Utak Chung**, Directeur du [Centre Asie-Pacifique d'éducation pour la compréhension internationale sous les auspices de l'UNESCO \(APCEIU\)](#), a présenté le mandat de l'APCEIU de promotion de l'éducation pour une compréhension internationale et une citoyenneté globale, avec un fort accent mis sur le renforcement des capacités. Ceci se concrétise en ateliers de leadership pour les jeunes, en formations en ligne et en plateformes de partage des pratiques. Il a décrit le réseau comme « un accélérateur, un pont et une communauté », et a souligné l'importance de partager une vision commune et d'encourager les échanges d'apprentissage entre les continents et les pays.



SESSION PARALLÈLE A3: POLITIQUES CULTURELLES LOCALES ET CADRES NATIONAUX

Dans la plupart des pays, la qualité des politiques culturelles locales dépend en partie des décisions adoptées au niveau national, notamment les compétences accordées par les cadres constitutionnels, mécanismes de financement et l'existence d'espaces intégrés de gouvernance multi-niveaux et de dialogue entre les gouvernements nationaux, régionaux et locaux. Ces aspects sont le sujet d'une étude menée par la [Fédération internationale des conseils des arts et agences culturelles \(IFACCA\)](#) et la Commission Culture de CGLU en 2016/17.

Les conclusions déterminantes de l'étude et d'autres points de vue en la matière ont été évoquées lors de cette session, appuyée par l'IFACCA. La Directrice de recherches à l'IFACCA, **Annamari Laaksonen**, a présidé et introduit la discussion, en décrivant le travail de l'IFACCA avec les agences nationales et son intérêt à trouver de nouveaux modes de partage des responsabilités dans l'élaboration de politiques culturelles. La Commission Culture de CGLU était le partenaire idéal pour la réalisation de cette étude.

Les résultats de l'étude conjointe IFACCA-CGLU ont été présentés par **Jordi Baltà**, Conseiller sur la culture dans les villes durables au sein de la Commission Culture de CGLU. Il a relié ce rapport au travail de Culture 21 : Actions sur la gouvernance de la culture, qui comprend, entre



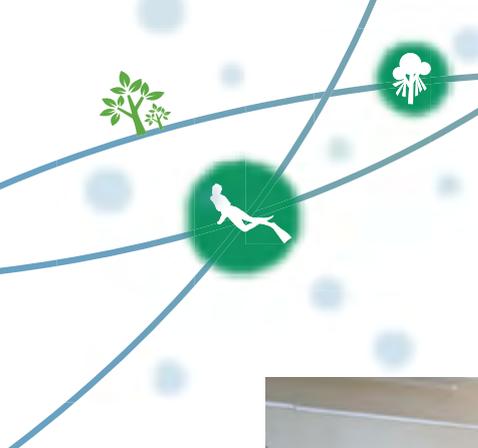


autre, la gouvernance multi-niveaux. En effet, son absence peut souvent devenir un frein au renforcement des politiques culturelles locales et finir par affecter l'accès et la participation des citoyen-ne-s à la vie culturelle. L'étude signale le manque fréquent de législations et politiques spécifiques délimitant clairement les compétences culturelles. Il a conclu sa présentation en faisant part de certaines idées de suivi, notamment en mettant en avant les bonnes pratiques en matière de collaboration locale-nationale, en analysant des domaines spécifiques (tels que la culture et l'éducation) et en utilisant le contexte du Nouvel agenda urbain et de l'Agenda 2030 pour soutenir l'inclusion des aspects culturels locaux dans les stratégies nationales de développement durable.

Le Maire de **Jeju, KO Kyoungsil**, lui a ensuite succédé. Il a insisté sur l'importance des aspects culturels dans le développement durable. L'expérience et les ressources culturelles caractéristiques de Jeju, souvent bien différentes de celles de la Corée du sud continentale, viennent confirmer ses propos. Le savoir et les formes culturelles traditionnels qui ont permis aux communautés de surmonter les catastrophes naturelles, comme les **femmes plongeuses**, les **haenyeo**, inscrites sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'Humanité de l'UNESCO, mais aussi les techniques agricoles et architecturales qui aident à se protéger des grands vents, en sont de bons exemples. KO Kyoungsil a souligné l'importance de la protection du patrimoine culturel local et de sa transmission aux jeunes générations. Ceci exige également la collaboration des autorités nationales, tout comme des organisations internationales.

■ ■ À JEJU, LE SAVOIR ET LES FORMES CULTURELLES TRADITIONNELLES TELLES QUE LES FEMMES HAENYEO MONTRENT COMBIEN LES ASPECTS CULTURELS SONT ESSENTIELS AU DÉVELOPPEMENT DURABLE ■ ■

C'est ensuite **Marcel Pandin**, Co-fondateur et directeur général de l'**Institut indonésien pour la direction corporative**, qui est intervenu, en entamant sa contribution par l'évocation de la complexité du système composé des agendas mondiaux (ODD, Nouvel agenda urbain, Agenda 21 de la culture), des cadres nationaux (chacun doté d'un degré différent de décentralisation, ce qui limite le transfert des approches, et où la « croissance endogène » est de plus en plus appréciée) et du niveau des villes (souvent avec des capacités limitées et une compétition ville-à-ville grandissante au sein d'un même pays). Dans ce contexte, il s'est interrogé sur ce qui pourrait attirer principalement dans la gouvernance collaborative, et a suggéré différents aspects attrayants existant dans différentes villes : le développement économique local, la « coopération » et le « beau développement », peuvent successivement s'appliquer aux villes dès les stades les plus précoces du développement fondé sur la culture. Il est également nécessaire d'identifier les éléments favorables qui permettraient aux villes de progresser d'un stade à l'autre. Enfin il a suggéré qu'il faut montrer comment Culture 21 : Actions peut être mis en œuvre au sein d'un modèle de « gouvernance faible », plutôt qu'attendre que soient mis en place des mécanismes solides.



Susan Conroy, Directrice exécutive de [Southern Tablelands Arts](#), (Australie) a débuté sa contribution en rendant hommage aux doyen-ne-s de Jeju et de Corée et aux jeunes qui seront les doyen-ne-s de demain. Elle a ensuite évoqué le contexte de politique fédérale en Australie, où entre les années 70 et 90, certaines initiatives fédérales ont contribué à l'établissement de bibliothèques publiques locales et à l'amélioration de l'aménagement urbain. Même s'il n'existe pas de législation explicite sur la gouvernance multi-niveaux, des exemples épisodiques de collaboration se sont produits. D'autre part, les organisations telles que le [Réseau de développement culturel \(CDN\)](#) ont travaillé avec les gouvernements locaux de tout le pays et ont fourni des formations et plans de mesure conjoints. Elle a déploré que les plans stratégiques de communauté n'incluent pas parfois la culture et abordent la durabilité d'un point de vue uniquement environnemental et a suggéré la nécessité d'insérer des objectifs sur la culture et le développement durable à un stade de planification précoce.

Après les présentations, une discussion conjointe avec les autres participant-e-s a abordé, d'une part les défis les plus difficiles pour parvenir au changement : les participant-e-s ont identifié la différence dans les langages techniques aux différents niveaux d'autorité, les changements dans les priorités politiques lorsque de nouveaux gouvernements prennent leurs fonctions et les lacunes dans les capacités à négocier avec d'autres niveaux de gouvernement. D'autre part, une discussion s'est ouverte sur les « éléments favorables » ayant facilité la collaboration entre gouvernements locaux et nationaux, à l'aide de business plans, en renforçant les ressources humaines et financières (se doter d'équipes spécifiques à la culture et pour les relations avec les autres niveaux), les partenariats avec les unités « déconcentrées » des autorités nationales et la sensibilité à la diversité et aux droits culturels ont été soulignés comme d'importants facteurs.

PRÉSENTATION DE PROJETS

La première journée du Sommet s'est achevée avec la présentation de deux initiatives internationales intéressantes pour la culture et le développement durable :

- **Jyoti Hosagrahar**, Directeur de la division créativité à l'UNESCO, a présenté *Culture : Futur Urbain, Rapport mondial sur la culture pour le développement urbain durable*, publié fin 2016, dans le contexte de l'adoption du Nouvel agenda urbain et de l'Objectif 11 des ODD, qui aborde le développement urbain. L'UNESCO prévoit de progresser encore davantage en la matière en lançant, entre autre, un Réseau urbain pour la culture, en développant d'autres outils de mesure de l'impact de la culture sur le développement durable et en favorisant la mise en œuvre culturellement engagée de l'Agenda 2030.
- **Valeria Marcolin**, Co-directrice de *Culture et Développement*, a présenté le *Forum Creative Mobilities* qui se tiendra à Grenoble en septembre 2017. L'événement entend insuffler de la vie aux relations entre les individus et les villes, à travers la créativité et la mobilité. Abordant la façon dont les aspects culturels sont étroitement connectés à la mobilité durable, le Forum sera également un reflet de la façon dont la mobilité urbaine peut être transformée et devenir une expérience, en replaçant l'humain au centre des territoires. Le Forum vise également à créer une plateforme continue pour la discussion autour de ces questions.

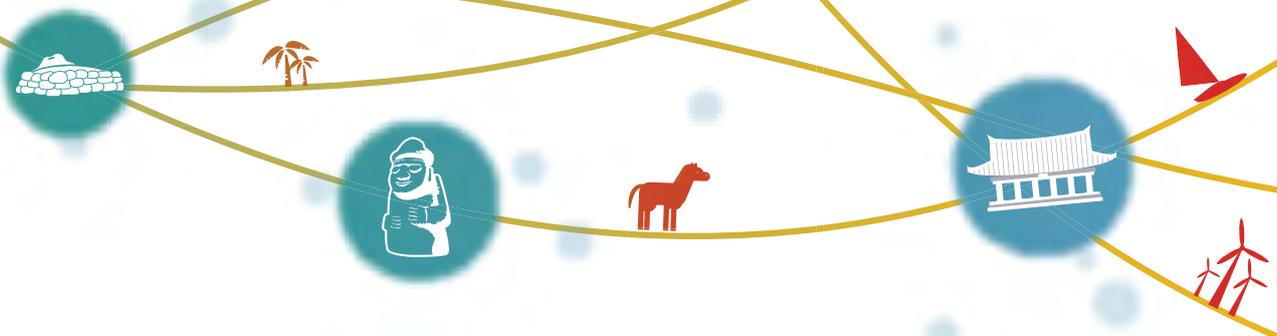




DÎNER DE BIENVENUE ET PERFORMANCES

La première journée du 2^{ème} Sommet Culture de CGLU s'est clôturée avec un dîner de bienvenue au Musée du folklore et d'histoire naturelle de Jeju. Plusieurs groupes artistiques originaires de Jeju, notamment le **Chœur des enfants Jerajin**, **Via Trio** et la **Compagnie de danse de la province autonome spéciale de Jeju**, se sont produits au cours du dîner.





JEUDI 11 MAI 2017



SESSION PARALLÈLE B1 : PLANIFICATION URBAINE ET ESPACE PUBLIC : UN « LIEU » POUR LA CULTURE

Dans de nombreuses villes et quartiers, les espaces publics sont des espaces tout à fait pertinents pour permettre l'accès à la culture, rendre la diversité culturelle visible et faciliter l'interaction culturelle, comme le souligne « Culture 21 : Actions ». La qualité de l'espace public est déterminée par une série de facteurs, notamment une planification urbaine plus élargie, la préservation adéquate du patrimoine matériel et immatériel et l'adéquation du design urbain pour participer aux activités culturelles. Le but de cette session était de partager les pratiques et les défis identifiés par les villes de différentes régions du monde.

La discussion a été présidée par **Antoine Guibert**, expert du programme Villes Pilotes de l'Agenda 21 de la culture. En guise d'introduction de la session, il a défini le « territoire » comme porteur de culture et d'identité et a insisté sur le fait que l'action culturelle est un moyen de transformation des espaces urbains. La session s'est ensuite poursuivie par sept présentations abordant des contextes très divers, avec des thématiques pourtant récurrentes, notamment celles de l'usage de l'espace public pour les activités culturelles, leur potentiel en termes de participation citoyenne et cohésion de la communauté et la connexion aux agendas plus élargis d'ordre économique et du développement urbain durable.

LES TERRITOIRES SONT PORTEURS DE CULTURE ET D'IDENTITÉ

La première ville à introduire cette approche a été **Vaudreuil-Dorion**, représentée par son Directeur à la culture, **Michel Vallée**. Il a présenté le projet « **Je suis...** », lauréat de la deuxième édition du Prix international **CGLU — Ville de Mexico — Culture 21**, illustrant ainsi à quel point les initiatives artistiques participatives peuvent contribuer à la transformation d'une ville, car elles donnent aux citoyen-ne-s de nouveaux modes d'exploration de l'environnement urbain. Ces projets sont également positifs dans les contextes actuels des migrations, car ils permettent aux peuples de se rencontrer, et la connaissance mutuelle engendre le respect. Michel Vallée a donc insisté sur l'importance de la participation citoyenne à la culture, afin de permettre aux citoyen-ne-s de trouver leur place dans la communauté, et parce que la culture permet aux communautés d'être, ensemble.

Paulo Pais, Directeur des relations internationales de la **Métropole Européenne de Lille (MEL)**, a présenté le **plan local d'urbanisme de la MEL**, dont les objectifs comprennent la sauvegarde du patrimoine métropolitain et la cohésion de la communauté. Au cours de sa présentation, il a décrit les exemples de la dimension culturelle des politiques de développement durable dans la métropole, notamment le travail artistique dans les espaces publics et les transports publics (stations de métro).

Makati, ville des Philippines ayant récemment mené un Culture 21 Lab, avec le soutien de la Commission Culture de CGLU, était représentée par le chargé de projet, **Dwayne Samarista**. Il a décrit les espaces publics comme des espaces pour la culture et a expliqué que le plan d'aménagement de Makati promeut la diversité des arts et de la culture urbains, mais aussi





des espaces plus verts, et vise à protéger le patrimoine naturel et culturel, avec des progrès significatifs réalisés dans la mise en valeur du patrimoine local. La planification urbaine locale promeut la croissance partagée, avec la participation de tou-te-s. Parmi les défis affrontés se trouve la nécessité de renforcer les capacités en matière de développement culturel.

Andrea Malquin, de la Direction de la culture de la ville de [Cuenca](#), en Équateur, a décrit l'établissement d'une zone spéciale dédiée aux arts et à la culture, qui entend reconnaître l'espace public comme outil essentiel à la participation culturelle et doit devenir une caractéristique permanente de la ville, indépendamment des changements politiques. L'initiative a fait surface suite à la participation de Cuenca au programme Villes Pilotes et les conseils ultérieurs fournis par la Commission Culture de CGLU. Cuenca est forte d'une grande expérience dans la préservation du patrimoine mais avait besoin d'améliorer l'aménagement de ses installations culturelles, ainsi que l'intégration des aspects culturels à la planification urbaine et aux espaces publics.

C'est ensuite **KIM Swok-woong**, Directeur du service de politique culturelle de la [ville métropolitaine de Gwangju](#), en Corée du sud, qui a pris la parole. Au cours de sa présentation, il a fait part des initiatives de Gwangju en matière de culture et d'espaces publics, depuis différents angles. Les espaces occupés auparavant par les voies ferrées dans la ville ont été transformés en une coulée verte qui, entre autre, accueille une bibliothèque et des espaces publics où se tiennent des performances et expositions artistiques. Les marchés traditionnels sont également des sites d'activité culturelle, où les artistes peu connu-e-s peuvent se représenter ou vendre leurs œuvres. La contribution historique de Gwangju à la démocratisation de la République de Corée du sud a été incluse au [Registre de la mémoire du monde de l'UNESCO](#). La ville est également le siège du [Centre de culture d'Asie](#).

Le Directeur du centre de revitalisation urbaine de Jeju, **LEE Seongtaek**, a évoqué la revitalisation durable urbaine à travers la connexion des espaces. À Jeju, les entreprises avaient déserté les zones centrales de la ville, une revitalisation s'est donc avérée nécessaire tout comme l'établissement de nouvelles connexions entre le centre et les nouvelles résidences en périphérie de la ville. De tels exemples illustrent bien l'importance de la préservation de l'identité de la ville dans le contexte du développement urbain durable.

Un [projet pilote](#) impliquant quatre villes indiennes (Varanasi, Hyderabad, Pushkar, Ajmer) et connectant planification urbaine, gestion du patrimoine et développement économique local a été présenté par **Ajay Suri**, Conseiller régional pour l'Asie à l'[Alliance des villes](#). Les défis rencontrés comprennent la réappropriation des espaces publics pour leur usage par la communauté, pour les pratiques de subsistance et de culture ; le développement inclusif fondé sur le patrimoine ; et l'utilisation de la culture comme catalyseur du développement économique local avec l'ouverture d'espaces pour l'usage public et les pratiques culturelles, aidant ainsi les espaces à générer des recettes. Des consultations plurilatérales ont permis de résoudre les conflits d'intérêts. Ajay Suri a souligné que le projet a révélé combien la richesse du patrimoine des villes est sous-estimée et sous-utilisée pour le développement contemporain social, environnemental et économique.

SESSION PARALLÈLE B2 : BÂTIR UN OBJECTIF « CULTURE2030GOAL » ? DISCUSSION AVEC LES RÉSEAUX CULTURELS

Adopté en 2015, l'Agenda 2030 des Nations Unies sur le développement durable contient un ensemble de références à des aspects culturels, mais ne parvient pas à une compréhension totale de la place de la culture dans le développement durable. Selon une perspective à moyen et long terme, le 2^{ème} Sommet Culture de CGLU entendait lancer une réflexion sur les étapes potentielles au renforcement de la place de la culture dans les agendas du développement durable, s'attaquant donc à la fois à la mise en œuvre de l'actuel Agenda 2030 et à l'élaboration d'agendas similaires à l'avenir. Cette session, la première d'une série abordant cette question, a réuni plusieurs réseaux culturels mondiaux, notamment certains ayant été impliqués dans la campagne « Le futur que nous voulons intègre la culture » (#culture2015goal), ainsi que d'autres acteur·rice·s concerné·e·s.

La session a été présidée par **Sarah Gardner**, Directrice exécutive de l'IFACCA, qui a présenté le contexte du travail entrepris avant l'adoption de l'Agenda 2030, ainsi que les défis à venir. Soulignant que les négociations des objectifs du développement durable pour la période post-2030 démarreraient sûrement au moins trois ans avant ladite date, elle a suggéré qu'il conviendrait de réfléchir à une stratégie sur 10 ans destinée à consolider la place des aspects culturels au sein des discussions mondiales. Des actions importantes pourraient inclure le travail sur l'insertion des aspects culturels dans les agendas des autres secteurs professionnels (ex. : logement, transport, etc.).





Le Président du Réseau Arterial, **Mamou Daffé**, a décrit le partenariat d'Arterial avec la ville malienne de Ségou, et la Fondation Festival sur le Niger, au sein d'un projet comprenant le renforcement des capacités, le lobbying et le réseautage (*Ségou, Ville Créative*) qui pourrait mener à d'autres initiatives similaires ailleurs en Afrique. Concernant les agendas mondiaux, il a suggéré la mise en place d'une plateforme ou d'un réseau abordant la dimension culturelle de l'Agenda 2030, et qui devrait prêter attention à l'efficacité de sa mise en œuvre et la reconnaissance des spécificités africaines.

La *Fédération Internationale des Associations et Institutions de Bibliothèques (IFLA)* était représentée par **Ngian Lek Choh**, Présidente de *Cybrarian Ventures Pte Ltd.* et consultante auprès du *Conseil national des bibliothèques* de Singapour. À la suite des efforts de l'IFLA pour intégrer la culture et l'accès aux informations dans l'Agenda 2030 (ce dernier dans le cadre du *réseau TAP* sur la transparence, la responsabilisation et la participation), l'organisation fournit désormais des formations en plaidoyer à ses membres nationaux pour défendre l'inclusion des bibliothèques en tant que partenaires lorsque sont conçues les stratégies nationales de développement durable. À l'échelle mondiale, elle a suggéré que les priorités devraient inclure la sensibilisation et la promotion de bonnes pratiques, la recherche et la collecte de données, des outils de communication et de plaidoyer. Pour que les accords futurs aient une forte composante culturelle, d'autres partenaires culturels devraient être inclus-e-s, et les données et récits de réussites et d'échecs devraient être systématiquement collectés.

Ege Yildirim, Point focal sur les ODD au *Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS)*, a avancé qu'il était nécessaire de tirer profit au maximum des ODD existants. ICOMOS est bien loti car la Cible 11.4 des ODD abordant la protection du patrimoine culturel et naturel est directement en lien avec son travail. Il convient également de reconnaître que les autres cibles et objectifs abordent les aspects culturels et de développer des outils de plaidoyer et de mise en œuvre destinés à la « localisation » des implications de la Cible 11.4. À cet égard, Culture 21 : Actions fournit un excellent outil de soutien à la mise en œuvre locale de l'Agenda 2030. En portant son regard vers l'avenir, elle a suggéré qu'il était toujours nécessaire d'aider les autres à comprendre l'importance de la Cible 11.4, d'insérer plus solidement et plus précisément la culture dans les agendas de développement durable, et de considérer ce que supposerait un « Objectif de la culture », s'il devait se concrétiser à l'avenir.

MÊME SI UN OBJECTIF DE LA CULTURE SPÉCIFIQUE N'EST PAS ÉTÉ INCLUS À L'AGENDA 2030, LA MISE EN PLACE D'UNE PLATEFORME CULTURELLE INTER-SECTEURS DEVRAIT ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME UNE RÉUSSITE DANS LE PROCESSUS

Charles Vallerand, Consultant sur l'ingénierie culturelle, la diversité et la communication créatives et ancien secrétaire général de la *Fédération internationale des coalitions pour la diversité culturelle (FICDC)* a ensuite pris la parole. Même si un Objectif de la culture

spécifique n'a pas été inclus à l'Agenda 2030, la mise en place d'une plateforme culturelle inter-secteurs devrait être considérée comme une réussite. Il a suggéré que le lobbying était nécessaire sur deux fronts : pour la culture et pour la reconnaissance de la dimension locale du développement durable. La durabilité de la culture reste une question sous-jacente, en effet le renforcement structurel des aspects culturels (statut des artistes, conquête de nouveaux publics, continuité des expressions culturelles, entreprises culturelles durables, etc.) est une étape clé vers de meilleurs partenariats avec les autres secteurs.

Silja Fischer, Secrétaire générale du [Conseil international de la musique \(CIM\)](#) a ensuite poursuivi. Le CIM, qui a longtemps fait campagne pour soutenir les secteurs durables de la musique de par le monde, a identifié l'importance de s'engager dans les négociations de l'Agenda 2030 car un fort mandat politique plaçant la culture au sein du développement durable est fondamental à la consolidation du travail sur le terrain. Dans le contexte actuel, elle est convaincue qu'il est important de focaliser la mise en œuvre de l'Agenda 2030, notamment de ce que l'UNESCO a dénommé la « mise en œuvre engagée culturellement », et d'identifier les nouveaux-elles partenaires qui, peut-être sans le savoir, soutiennent efficacement les aspects culturels du développement durable, comme l'illustre le [soutien à l'industrie musicale à Cuba](#) de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

IL EST IMPORTANT D'IDENTIFIER LES NOUVEAUX-ELLES PARTENAIRES QUI, PEUT-ÊTRE SANS LE SAVOIR, SOUTIENNENT EFFICACEMENT LES ASPECTS CULTURELS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE





Autre réseau impliqué dans la campagne #culture2015goal, [Culture Action Europe \(CAE\)](#) était représenté par son Président, **Robert Manchin**. En tant que « réseau des réseaux », le CAE est un bon exemple de travail inter-secteurs. Il a également décrit l'Union Européenne comme un projet de développement durable en elle-même, qui tente graduellement de faire des progrès d'un domaine à l'autre, en espérant que les aspects culturels soient amenés tout au long du processus. Dans la pratique toutefois, inclure fortement la culture a suscité certaines craintes. Dans le contexte actuel, Robert Manchin a affirmé qu'il était nécessaire de solliciter le secteur culturel et de convaincre les autres que la culture n'est pas un outil nationaliste. Voilà pourquoi le CAE élabore actuellement des outils de plaidoyer pour aider ses membres dans leurs activités sur le terrain.

Helge Lunde, Directeur exécutif du [Réseau international des villes refuge \(ICORN\)](#), a présenté ce réseau qui travaille au cœur de la culture, de la durabilité et des droits humains, rassemblant les villes et régions offrent temporairement refuge aux écrivain-e-s et artistes mis-e-s en danger en raison de leur travail. Soulevant l'importance du niveau local, il a fait référence à l'œuvre du défunt [Benjamin Barber](#) et à l'importance de collaborer avec les villes pour créer le changement.

La dernière contribution a été formulée par **Valeria Marcolin**, Co-directrice de [Culture et Développement](#), qui a débuté en affirmant que le risque de propagation des aspects culturels « partout » dans l'Agenda 2030 s'est révélé être une propagation à nulle part. Concernant l'avenir, une série de défis doivent selon elle être abordés : la reconnaissance de la diversité interne du secteur culturel et l'identification de moyens pour que tou-te-s soient représenté-e-s ; le financement des membres individuels mais aussi une campagne mondiale sur la culture et le développement durable ; la consolidation de la légitimité, qui devrait impliquer d'élargir les membres et assurer la diversité, la collaboration et la solidarité ; et la compréhension des pays qui rejettent totalement les aspects culturels dans le développement durable.

La discussion qui s'en est suivie a abordé les questions suivantes :

- **Mise en œuvre de l'Agenda 2030** : analyse de l'intégration des aspects culturels dans les stratégies nationales de développement durable ; utilisation de mécanismes de suivi, comprenant les forums de haut niveau de l'ONU, les examens nationaux, etc.
- **Établissement des liens entre la culture et les autres piliers de l'Agenda 2030**, à travers l'engagement par exemple des organisations culturelles à envisager la durabilité environnementale.
- **Continuité des campagnes** : importance de maintenir la pression sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et sa dimension culturelle, pour éviter de perdre l'élan acquis.

SESSION PARALLÈLE B3 : ÉVALUER LES IMPACTS CULTURELS

Dans plusieurs régions du monde, les chercheur-se-s, les militant-e-s et les villes ont élaboré des cadres d'évaluation qui visent à examiner et visualiser le rôle de la culture dans le développement durable, notamment ses impacts sociaux, économiques, environnementaux et culturels. Cette session a permis la présentation de différentes expériences dans ce domaine, afin de permettre l'apprentissage mutuel et l'identification de domaines de collaboration potentielle.

La discussion a été présidée par **Enrique Glockner**, expert du programme Villes Pilotes de l'Agenda 21 de la culture. En guise d'introduction, il a mis en avant le fait que ce programme parvient à fournir un cadre d'évaluation commun à des villes très diverses. Il a également souligné que l'évaluation de l'impact culturel doit impliquer les citoyen-ne-s et comprendre les indicateurs non comme une fin mais plus comme un guide d'action.

John Smithies, Directeur du Réseau de développement culturel (CDN) en Australie a entamé la série de présentations. S'appuyant sur le travail du CDN, il a identifié un ensemble d'éléments qui pourraient être utilisés pour mesurer les progrès des travaux en matière de culture : apports (les ressources qui sont disponibles), contributions (engagements et actions) et résultats (les impacts des engagements et actions). Le CDN a développé un schéma de [résultats mesurables de l'engagement culturel](#), qui comprend des indicateurs en lien avec les aspects culturels, économiques, sociaux, environnementaux et civiques. Les résultats culturels mesurables de l'engagement culturel peuvent inclure la stimulation de la créativité, l'enrichissement esthétique, les nouvelles connaissances, l'appréciation de la diversité culturelle et un lien au patrimoine partagé.





LES PROGRAMMES DE RECHERCHES TRANSVERSAUX ET LONGITUDINAUX PEUVENT MIEUX SAISIR LA MULTIPLICITÉ DES IMPACTS DE LA CULTURE

Beatriz García, Directrice de recherche à l'[Institut du Capital Culturel](#) de l'Université de Liverpool, a présenté une [évaluation des impacts culturels observés à Liverpool](#) avant, pendant et après son année en tant que Capitale européenne de la culture en 2008, mettant en avant que les programmes de recherches transversaux et longitudinaux peuvent saisir les impacts multiples de la culture. En se basant sur ceci et d'autres expériences, elle a souligné l'importance du recoupement des données (qui capture également l'impact de la culture dans d'autres domaines) et a identifié différents types d'indicateurs et sources (indicateurs de référence, données secondaires et collecte de nouvelles données pour combler les fossés existants dans les données pertinentes). La recherche peut aider à la prise de décision, à la responsabilisation, à l'apprentissage et au partage des connaissances mais aussi à comprendre son propre travail.

C'est ensuite **Kiley Arroyo**, Directrice exécutive du [Conseil aux stratégies culturelles](#) (États-Unis) qui a pris la parole. Elle a suggéré que l'évaluation des impacts culturels aurait besoin d'une approche intégrale à la « création de richesses » et bien-être, au-delà du concept de PIB. Des stratégies intéressantes comprennent une approche pour comprendre les problèmes, une compréhension de ce que nous créons réellement, l'apprentissage et les partenariats avec d'autres (y compris la collaboration sur les impacts culturels entre gouvernements locaux et société civile), etc. À cet égard, Culture 21 : Actions est un bon exemple qui sert à mettre en évidence l'importance centrale des activités culturelles dans le développement local, ainsi que les partenariats nécessaires entre gouvernements locaux et société civile.

L'ÉVALUATION DES IMPACTS CULTURELS AURAIT BESOIN D'UNE APPROCHE INTÉGRALE À LA « CRÉATION DE RICHESSES » ET BIEN-ÊTRE, AU-DELÀ DU CONCEPT DE PIB

Le Co-directeur et délégué général de [Culture et Développement](#), **Francisco d'Almeida**, a déclaré que certains indicateurs pouvant être utilisés ailleurs étaient difficiles à mettre en œuvre en Afrique, et qu'il était nécessaire de faire des progrès dans l'évaluation tout en consolidant l'écosystème culturel dans la région. Les politiques publiques culturelles étant faibles voire non-existantes, l'évaluation de l'impact culturel exige l'établissement de communautés d'acteur-riche-s, comprenant des leaders politiques, professionnel-le-s de la culture et universitaires. Comme l'ont montré les exemples au Sénégal, l'évaluation peut également contribuer à sensibiliser au besoin de politiques culturelles. Plus largement, dans le contexte africain, le lien entre culture et emploi et avec la diversité sociale et culturelle doit particulièrement être mis en valeur.

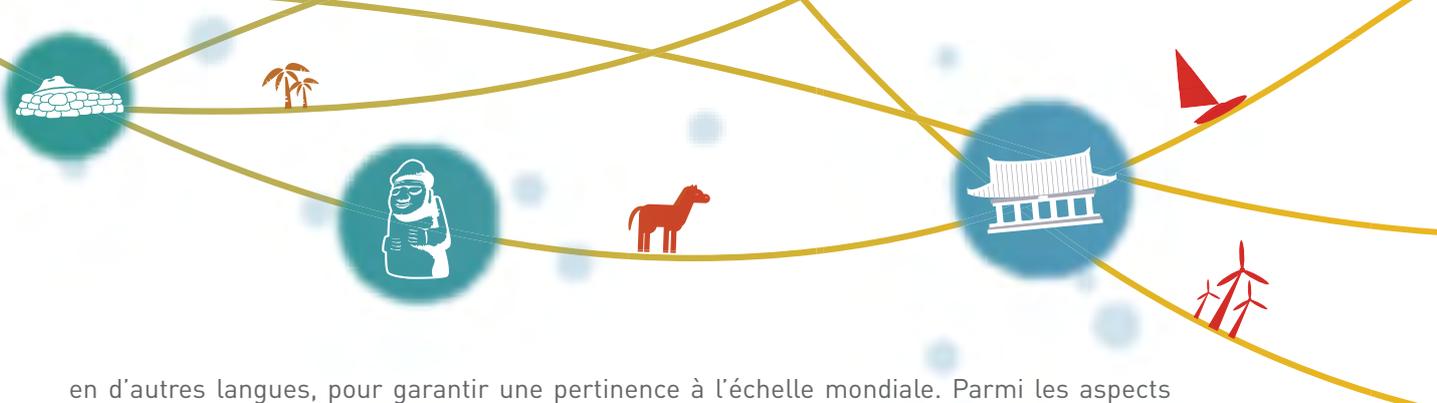
LES VILLES NE DOIVENT PAS SE BASER SUR UNE APPROCHE SYSTÉMATIQUE, CAR LES VILLES RENFERMENT EN ELLES DES COLLECTIONS DE SOUVENIRS

Résidente de Jeju, l'artiste et art-thérapeute **Jung Eunhae** a présenté une série d'activités culturelles et artistiques qui ont démontré des impacts concrets sur la vie des citoyen-ne-s. Elle travaille, entre autre, avec les personnes âgées et emmène les personnes de tous âges dans la forêt et près de l'océan, pour entrer en contact avec la nature et avec eux-elles-mêmes. Elle a fait référence au processus de communion et du potentiel de ce que la nature peut nous apprendre, à travers la représentation visuelle des sons, écosystèmes et compréhension de la nature.

Le Maire de **Jeonju**, République de Corée, **KIM Seungsu**, a présenté la revitalisation de sa ville au cours de ces 15 dernières années, qui s'est appuyée sur la préservation des ressources que la communauté a choisi de protéger, mais aussi sur l'engagement des citoyen-ne-s et les partenariats plurilatéraux. Il a affirmé que la culture améliore la vie des individus et leur permet de créer la ville qu'il-elle-s veulent, la fabrique des villes ne devant pas se baser sur une approche systématique, car les villes renferment en elles des collections de souvenirs. Enfin, il a fait part de son intérêt à discuter des modèles pour une recherche transversale et longitudinale afin de saisir les multiples impacts de la culture.

Randy Durband, Directeur général du [Conseil mondial pour le tourisme durable \(GSTC\)](#), a présenté les quatre [critères de durabilité du GSTC](#), qui comprennent la gestion durable, les impacts socio-économiques, les impacts culturels et les impacts environnementaux. Le GSTC refuse de travailler avec les organisations n'incluant pas la culture et la durabilité comme aspects essentiels. Des efforts sont également déployés pour traduire les critères d'évaluation





en d'autres langues, pour garantir une pertinence à l'échelle mondiale. Parmi les aspects de la durabilité culturelle lors de l'évaluation des destinations, les mesures de protection du patrimoine culturel, l'interprétation des sites et la protection de la propriété intellectuelle ont été cités.

Le Secrétaire général du [Comité scientifique sur les villes et villages historiques \(CIVIH\)](#) de l'ICOMOS et membre du Conseil [Europa Nostra](#), **Claus-Peter Echter**, a présenté les résultats du projet [Cultural Heritage Counts for Europe](#) (le patrimoine culturel, un atout pour l'Europe). On y retrouve la reconnaissance du patrimoine culturel comme fournisseur d'un stimulus essentiel à l'éducation et à l'apprentissage permanent. Au cours de sa contribution, il a également fait référence à l'évaluation du patrimoine et ses impacts sur les villes et villages historiques et a souligné le pouvoir du patrimoine culturel dans l'amélioration de la qualité de vie des citoyen·ne·s.

SESSION PARALLÈLE B4: RÉUNION DE LA COMMISSION CULTURE DE CGLU-ASPAC

La Commission Culture de CGLU-ASPAC a profité de ce 2^{ème} Sommet Culture pour organiser une réunion qui a compté près de 40 participant-e-s, dont 16 membres de la Commission. Les participant-e-s ont été accueilli-e-s par **WON Hee-ryong**, Gouverneur de la Province autonome de Jeju et Président de CGLU-ASPAC.

Lors de la réunion, la [ville de Makati](#) a partagé les faits marquants et les avancées émanant de l'atelier Culture 21 Lab mené début avril. De son côté, la [ville de Surakarta \(Solo\)](#) a également fait une présentation du [Forum ASPAC régional sur la culture dans la planification locale](#) ayant eu lieu fin 2016, ainsi que des projets significatifs de la ville car ils intègrent la culture dans plusieurs domaines, notamment l'espace public. Plusieurs membres ont fait part de leurs bonnes pratiques et politiques sur la culture (Kuching City North, Conseils de ligue nationale au Cambodge, Conseil populaire de Lang Son, Autorité métropolitaine de Bangkok).

Ces présentations ont mis en valeur la diversité culturelle de la région Asie-Pacifique, et le vif intérêt et l'engagement des gouvernements locaux à préserver et promouvoir leurs propres ressources culturelles. Un exemple est celui du développement par Kuching City North d'Unity Parks, qui intègre des arts ethniques à la conception, et sert globalement d'espace de loisirs pour les résident-e-s issu-e-s de différentes couches sociales.

Un point important pour la Commission Culture de CGLU-ASPAC à prendre en compte pour progresser est la façon de maintenir l'élan en continuant son plaidoyer sur l'importance de la culture, en partageant les pratiques, le renforcement des capacités et les formations et en connectant ou créant des activités qui mettent la culture en valeur. Il existe une nécessité claire d'identifier et mener à bien des activités qui auraient un impact concret sur les gouvernements locaux et afin de s'assurer de l'engagement et de la disponibilité des ressources.



SESSION PARALLÈLE C1 : VILLES, PATRIMOINE ET DURABILITÉ

Le patrimoine matériel et immatériel est l'un des composants fondamentaux des politiques culturelles locales et l'un de ceux affrontant une série de défis en termes de durabilité : la disponibilité de ressources et capacités adéquates, l'impact du tourisme, l'implication des communautés locales, et une meilleure compréhension de sa place dans les approches du développement durable. Question d'intérêt universel, le patrimoine et les politiques qui y font référence ont été abordés au cours de cette session par des représentant-e-s des villes, réseaux et technicien-ne-s/spécialistes.

La discussion a été présidée par **María Victoria Alcaraz**, Coordinatrice de la coopération culturelle et du programme de renforcement des capacités auprès du Ministère de la culture de la ville de **Buenos Aires**. Dans son introduction au débat, elle a fait référence à une compréhension des villes comme « territoires de développement », ainsi qu'à la nécessité de forger la durabilité dès maintenant, pour permettre aux futures générations de pouvoir profiter du développement. Les actions culturelles sont à la fois causes et outils de la paix. Elle a également souligné l'importance de bâtir de meilleures villes et de partager les connaissances entre les villes, pour favoriser le développement et la paix.

Le Maire de la ville de **Chignahuapan**, Mexique, **Juan Enrique Rivera Reyes**, a ensuite pris la parole. Chignahuapan a été reconnue comme l'un des 112 « villages magiques », un label accordé par le Gouvernement mexicain, en raison de la bonne préservation de la culture et





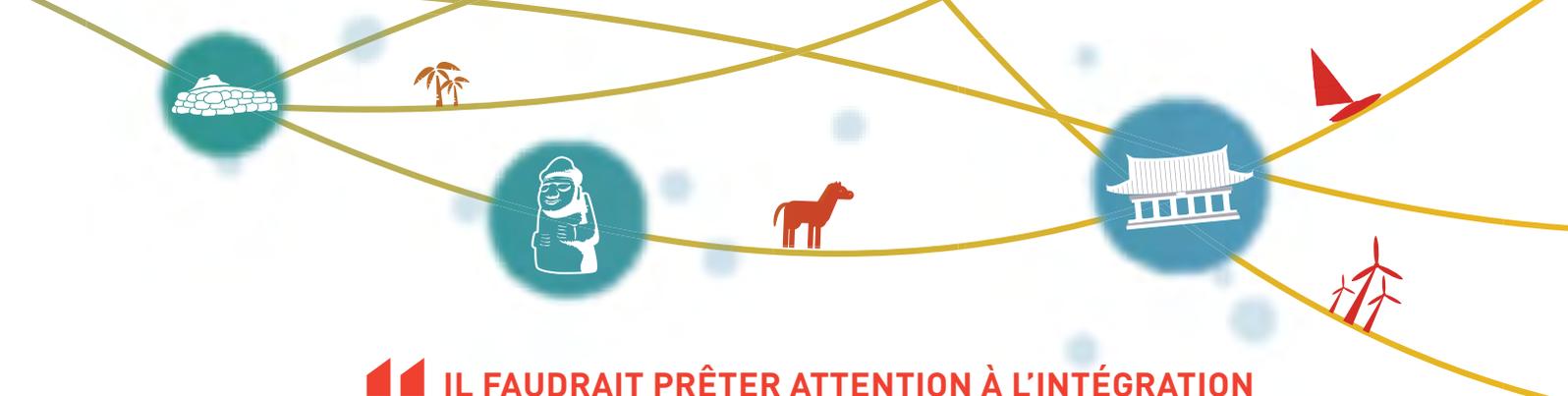
du patrimoine. Le patrimoine culturel et le patrimoine naturel constituent des ressources essentielles au développement économique. La participation au programme Villes Pilotes a également permis à Chignahuapan de renforcer la participation des citoyen-ne-s. Il a aussi insisté sur l'importance de la culture dans l'amélioration de la qualité de la vie des habitant-e-s et sur la nécessité de préserver les espaces publics et verts, mais aussi les traditions culturelles pour les prochaines générations ; il a appelé à une meilleure éducation publique sur la préservation du patrimoine.

Emil Drăghici, le Maire de **Vulcana-Băi** et Président de l'**Association des Communes de Roumanie**, s'est concentré sur la situation de la culture et du patrimoine dans les zones rurales de Roumanie, en insistant sur la nécessité d'aborder à la fois le patrimoine matériel et immatériel. À Vulcana-Băi, des investissements sont faits pour la préservation du patrimoine matériel, tandis que l'immatériel reste vivant grâce aux événements folkloriques et culturels. Le financement et les investissements sont de véritables défis, tout comme l'implication des citoyen-ne-s dans les politiques culturelles locales.

Représentant la ville de **La Paz**, **Andrés Zaratti**, Conseiller aux cultures, a décrit la façon dont les politiques culturelles ont acquis graduellement un rôle central à La Paz, résultat d'efforts accomplis pour améliorer la qualité de vie des habitant-e-s. Parmi les aspects clés des politiques culturelles existantes : une approche interculturelle appliquée à un éventail de politiques publiques (ex. : santé interculturelle, technologies sociales andines, promotion du bilinguisme), la démocratisation et la décentralisation culturelle et la promotion de nouveaux espaces culturels. La Paz s'efforce de favoriser l'équilibre entre le local, le national et le mondial ; les communautés et les individus ; la tradition et la modernité ; le privé et le public ; la culture populaire et la culture professionnelle ; les expressions quotidiennes et professionnelles. Andrés Zaratti a suggéré que la culture ne devrait pas seulement être une fin en elle-même, mais également un outil du changement.

LES PERTES ET LES DESTRUCTIONS NE PEUVENT PAS ÊTRE IGNORÉES LORSQUE L'ON ABORDE LES VILLES DURABLES

Le Directeur du département des affaires sociales et culturelles de **Konya**, **Mücahit Sami Küçükçiğli**, a ouvert son discours en évoquant les villes jumelées à Konya, Alep, Damas et Bagdad, où les pertes et les destructions ne peuvent pas être ignorées lorsque l'on aborde les villes durables. La destruction de la culture islamique dans ce contexte sert à souligner l'importance de développer de la tolérance et de la compréhension mutuelles, afin de bâtir ensemble des villes en paix, car en fin de compte, le développement culturel durable exige de faire passer en premier les droits humains et les vies humaines. Un bon exemple des activités durables à Konya est le Centre des arts et de la culture Mevlânâ, dont le redéveloppement visait à impliquer les groupes défavorisés, en incluant des activités éducatives et des opportunités de générer davantage de recettes à travers les ventes d'artisanat local.



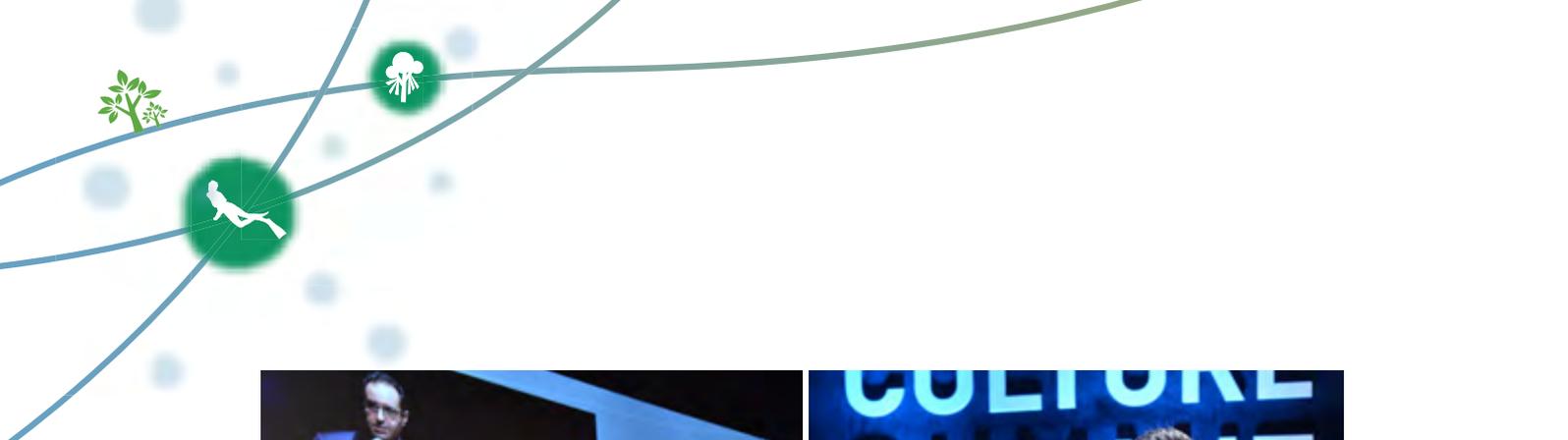
IL FAUDRAIT PRÊTER ATTENTION À L'INTÉGRATION DU PATRIMOINE CULTUREL DANS LES PROCESSUS DE PLANIFICATION, EN IMPLIQUANT LES ACTEUR-RICE-S ET EN DÉVELOPPANT UNE APPROCHE INTÉGRALE

Rii Hae-Un, Présidente du [Comité national ICOMOS en République de Corée](#), a déclaré que « le patrimoine est également durabilité », car il connecte le passé, le présent et le futur. Il traverse le temps et il constitue l'héritage que nous transmettons aux prochaines générations. À cet égard, elle a cité l'exemple du projet Patrimoines futurs de Séoul, lancé par le gouvernement local de Séoul, qui permet aux citoyen-ne-s d'aider à déterminer les éléments qui devraient être préservés pour les générations futures. Elle a également souligné que les efforts pour faire de Séoul une ville historique ont supposé de tenir compte à la fois du patrimoine matériel et du patrimoine immatériel.

C'est ensuite **Christophe Rivet**, Président du [Comité national ICOMOS au Canada](#) qui a pris la parole. Il a évoqué les défis contemporains, notamment l'urbanisation et les migrations internationales et nationales. À mesure que les villes grandissent, de nouvelles questions se posent dans la façon d'être au service des citoyen-ne-s et de gérer lesdits services et espaces publics. Il manque un outil intégré pour tirer parti du rôle de la culture dans le développement urbain, mais des idées clés peuvent être identifiées : les villes se focalisant sur les personnes font preuve de réussite, car elles se concentrent sur la culture ; les environnements urbains de qualité sont façonnés par la culture ; et les villes durables ont besoin d'une approche intégrée à la planification qui soit fondée sur la culture. À ce propos, il faudrait prêter attention à l'intégration du patrimoine culturel dans les processus de planification, en impliquant les acteur-rice-s et en développant une approche intégrale.

Représentant l'[Office national du patrimoine de Singapour](#), **Alvin Tan Tze Ee**, Directeur adjoint général (politiques et communauté), a présenté les efforts accrus de Singapour dans le domaine du patrimoine culturel, y compris dans ses aspects immatériels. Le pays considère les expériences des autres pays asiatiques plus chevronnés dans ce domaine, notamment pour tout ce qui est lié à la restauration et à l'entretien des monuments et à l'appropriation par les citoyen-ne-s des édifices culturels. L'approche politique promeut des partenariats





plurilatéraux, comme le démontrent les [Centres du patrimoine malais et indien](#), qui sont co-financés et gérés par le gouvernement et les communautés concernées, une formule où tout le monde y gagne, car les centres fournissent à la fois un accès aux communautés et entre les communautés. Les défis résident dans l'équilibre à trouver entre le développement rapide de Singapour et la préservation du patrimoine et le manque de cadres et de recherche sur le patrimoine immatériel.

Koji Kajiyama, Responsable adjoint du bureau Projets portuaires et urbains, division Promotion du [Gouvernement de la ville de Kobé](#), a évoqué la culture comme quelque chose qui n'est pas inné, mais qui doit être créé par les personnes de par le monde, en tenant compte de leurs nécessités spécifiques et ressenties. L'histoire de la ville de Kobé n'est vieille que de 150 ans, elle ne dispose pas de patrimoine historique significatif. Toutefois, la culture, elle, est constamment créée.

La contribution finale au groupe a été formulée par **Rasikh Sagitov**, Secrétaire général de [CGLU-Eurasie](#), qui a souligné l'objectif de cette section de CGLU de partager les meilleures pratiques, en particulier dans le domaine de la culture et du patrimoine. La collaboration entre les sections régionales de CGLU contribue au renforcement de l'intégralité du réseau. Dans la région Eurasie, parmi les projets culturels significatifs se trouve le projet [Patrimoine de l'Eurasie](#), et ses réunions régulières, pour aborder des questions telles que la promotion du patrimoine auprès des jeunes générations.

SESSION PARALLÈLE C2 : BÂTIR UN OBJECTIF « CULTURE2030GOAL » ? DISCUSSION AVEC LES RÉSEAUX DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

À la suite de la discussion de la session B2 avec les réseaux culturels, cette session a élargi le débat pour impliquer les réseaux de la société civile d'autres domaines, afin de trouver les synergies possibles, défis et questions d'intérêt commun dans le contexte de l'Agenda 2030 sur le développement durable. Les réseaux actifs dans les domaines tels que l'environnement, les droits humains et la société civile ont présenté leurs points de vue sur le rôle que la culture joue au sein du développement durable.

La discussion a été présidée et introduite par **Jordi Baltà**, Conseiller sur la culture dans les villes durables au sein de la Commission Culture de CGLU. Il a suggéré qu'un élan de collaboration avec d'autres agent-e-s de la société civile était fréquent chez de nombreux acteur-ric-e-s culturel-le-s et visible en particulier à l'échelle locale, et que d'une certaine façon, l'Agenda 2030 avait renforcé cette démarche en propageant les références à la culture à plusieurs domaines. Toutefois, la collaboration rencontre une série de défis, notamment dans les différences entre les langues, la « pensée cloisonnée » et le manque, au niveau international, de plateformes inter-secteurs convenables.

La première intervenante a été **Christine M. Merkel**, Directrice de la division Culture, Communication et Mémoire du monde de la [Commission allemande pour l'UNESCO](#). Elle a affirmé que la culture doit être vue comme une dimension du développement durable, plutôt qu'un pilier, et a suggéré que ceci était aligné sur l'approche du changement dans toute la société prônée par les ODD, un bouleversement structurel par rapport aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). À titre d'exemple, elle a évoqué la transformation gigantesque du marché des énergies renouvelables en Allemagne au cours de ces dernières années, qui a été motivée par, entre autre, un changement culturel du bas vers le haut, impliquant les coopératives et les citoyen-ne-s. Elle a suggéré qu'il serait intéressant de mener et diffuser des études de cas approfondies.



Lorena Zárate, Présidente de la [Coalition Internationale Habitat \(HIC\)](#), a rappelé que La [Charte mondiale sur le droit à la ville](#), promue par le HIC et l'Agenda 21 pour la culture ont émergé simultanément, dans le contexte du Forum social mondial, et partagent d'une certaine façon plusieurs inquiétudes et contenus. Le dialogue est crucial, sans doute aujourd'hui plus que jamais, et la démocratie et les droits humains sont des préoccupations communes et partagées. Parmi les aspects qui ont réuni la culture et le droit à la ville, elle a cité, en premier lieu, l'importance de l'autonomie, la gestion démocratique de la ville et la co-création ; ensuite l'approche des droits humains ; et enfin l'espace public comme espace pour la démocratie et la jouissance démocratique de la ville.

La [Fondatrice de Slum Dwellers International](#), **Sheela Patel**, a ensuite fait référence aux établissements informels dans l'hémisphère Sud, en conflit perpétuel avec les autorités, et le problème des expulsions forcées. De plus en plus, les organisations locales se sont demandé de quel changement les communautés auraient besoin pour être en mesure d'entamer le dialogue avec les autorités. Il a ainsi été essentiel, plutôt que de faire venir l'expertise de l'extérieur, de renforcer les capacités des femmes en tant que négociatrices, afin d'établir une relation avec les autorités et ainsi transformer la géographie urbaine. L'existence de données disponibles et les études de cas représentatives ont également été d'une grande importance. En outre, les voix de ceux-elles actif-ve-s au niveau local devraient être entendues aux niveaux national et international.





La parole a ensuite été donnée à **Maria Fides F. Bagasao**, membre du Comité exécutif de la **Commission Huairou**, une organisation qui met actuellement l'accent sur le renforcement de la résilience. Elle a fait part de sa réflexion sur les espaces possibles de collaboration avec le secteur culturel et a souligné le rôle des acteur·rice·s culturel·le·s dans l'aide à la réinterprétation des traditions culturelles afin d'aborder et plaider en faveur des questions localement pertinentes. Dans ce contexte, il est nécessaire de prêter attention à l'équilibre des intérêts et à l'impact médiatique potentiel des activités et des résultats. Elle a cité la sélection en cours par la Commission Huairou de 10 projets pilotes pour localiser les ODD, où l'attention aux aspects culturels doit être intégrée, et a identifié de bons exemples de la place de la culture dans l'encouragement au développement durable.

Le représentant de l'**Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)** en Thaïlande, **Chamniern Vorratnchaiphan**, a présenté une série de réflexions très concrètes, basées sur les expériences de la zone verte de **Bang Kachao** près de Bangkok. Avec une population de 40 000 habitant·e·s et 5 gouvernements locaux impliqués, ce fut une initiative exigeante, qui a mené à plus de 150 projets en 5 ans, touchant à l'urbanisation, l'encombrement foncier, la protection de la biodiversité, etc. Ce travail a compté sur des partenariats avec le secteur privé. Il a suggéré qu'il fallait de plus en plus trouver des solutions dans la combinaison culture/nature : « En général, nous nous sommes focalisé·e·s sur la nature pour les peuples, et ensuite sur les peuples pour la nature ; maintenant il est temps de réunir la nature et la culture. »

■ ■ **CONSIDÉRER LA CULTURE COMME UNE DIMENSION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE S'ALIGNE SUR L'APPROCHE DU CHANGEMENT DANS TOUTE LA SOCIÉTÉ PRÔNÉE PAR LES ODD** ■ ■

La discussion qui s'en est suivie a abordé les questions suivantes :

- L'importance de **repenser les discours** sur la culture et le développement durable, et de faire preuve d'imagination en la matière.
- Les avantages et les inconvénients d'avoir un **objectif indépendant sur les aspects culturels** au sein des agendas mondiaux du développement durable futur : la visibilité et la capacité à être opérationnel·le·s sont accrues lorsqu'il existe un objectif spécifique mais la culture est en lien avec tout (ce qui est intéressant si les liens avec les autres objectifs de développement sont explicites).
- Les **références faites à la culture dans le Nouvel agenda urbain**, qui fournissent un espace où examiner de nombreuses questions et agendas politiques.
- Les avantages et les inconvénients de l'adoption possible d'une **compréhension plus large de la culture**, au-delà des arts, qui fournirait un espace aux communautés pour fixer les priorités et transformer les comportements et les relations.

SESSION PARALLÈLE C3 : INDUSTRIES CULTURELLES LOCALES ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le soutien aux industries culturelles est un composant central des stratégies culturelles de nombreuses villes. Depuis la perspective de la durabilité, l'élaboration et la livraison de programmes dans ce domaine doivent prendre en compte un certain nombre d'aspects, notamment l'existence de mécanismes de soutien adéquats, l'équilibre entre les objectifs culturels et économiques, et la disponibilité du soutien pour les initiatives de petite envergure, émergentes. Cette session a permis des présentations d'expériences et points de vue divers provenant de différentes régions du monde.

Xolile George, Secrétaire général de l'[Association sud-africaine des gouvernements locaux \(SALGA\)](#), qui présidait la session, a introduit le sujet des industries culturelles locales et de leur pertinence dans la durabilité du point de vue des gouvernements locaux, des professionnels de la culture et des communautés.

La fondatrice d'[Inforelais](#) et Co-présidente du Groupe européen d'expert-e-s sur l'innovation et l'entrepreneuriat dans les secteurs culturels et créatifs, **Sylvia Amann**, a affirmé que nombreuses sont les histoires de réussite concernant la relation entre villes et industries culturelles, et que les bonnes pratiques dans l'élaboration de politiques devraient être collectées, analysées et diffusées. Des données probantes attestent de l'importance que revêt le développement d'une gouvernance durable et intégrée, qui aborde la mise en œuvre et l'évaluation des politiques. Selon elle, il faudrait analyser en priorité la façon dont les entreprises privées du secteur culturel pourraient devenir plus durables.

Victoria Contreras, Directrice de [Conecta Cultura](#) (Mexique) a présenté un projet de développement mené par les communautés indigènes Rarámuri au Mexique, et qui connecte





la culture et l'impact social d'un grand projet de développement dans le secteur de l'énergie. Elle a souligné l'attention que le projet porte aux droits culturels, un facteur essentiel dans le développement durable et afin d'y sensibiliser le secteur des entreprises. Dans la pratique, l'initiative a impliqué de passer du plaidoyer à la médiation et a eu des effets positifs sur tou-te-s les acteur-ric-e-s.

Représentant le [Forum mondial d'économie sociale \(GSEF\)](#), sa Secrétaire générale **Laurence Kwark** a expliqué qu'en raison de leurs valeurs, les entreprises de l'économie sociale mettent l'accent sur la gouvernance participative et ceci contribue à leur durabilité. Un exemple est le district Mapo de Séoul, désigné « district spécial d'économie sociale », axé sur la culture, les arts et le tourisme alternatif. Le renouveau de la culture et de l'implication des citoyen-ne-s dans la prise de décisions et la gestion font partie des stratégies clés. D'autres exemples, tels que le quartier du Raval à Barcelone, ont également montré comment les projets culturels peuvent contribuer à l'innovation et à la revitalisation urbaines. Laurence Kwark a terminé sa présentation en affirmant que la culture dans les villes doit être pour et avec tout le monde.

SEO Myongsook, PDG de [Jeju Olle](#) a présenté sa propre expérience, celle qui l'a menée à établir un sentier de randonnée tout autour de l'île de Jeju, pour permettre aux visiteur-se-s d'en découvrir la beauté naturelle. Cette initiative a attiré de nombreux-ses touristes et a aidé à montrer combien Jeju avait à offrir, en particulier lorsqu'on a l'envie de prendre son temps et découvrir l'île en détail. Elle a souligné la façon dont le sentier utilise d'anciens chemins et implique les communautés locales, ce qui contribue également au renforcement de l'identité locale.

LA CRÉATIVITÉ EXISTE DANS DE NOMBREUX ENDROITS ET DOIT ÊTRE IDENTIFIÉE ET ÉTUDIÉE POUR CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT LOCAL

Le fondateur de [Creative City South](#), **Zayd Minty**, a soulevé les différences qui existent entre les hémisphères Sud et Nord, y compris dans l'approche des villes. En même temps, la créativité existe comme ressource locale dans de nombreux endroits et doit être identifiée et étudiée pour contribuer au développement local. Dans le cadre de ses activités en tant que responsable culturel à Cape Town, travailler avec les gouvernements locaux et vers le développement culturel tourne autour de la reconnaissance du local, de la promotion de la cartographie culturelle et la recherche de bonnes expériences qui peuvent inspirer le changement.

Enfin, **Rainer Kern**, représentant du Maire de [Mannheim](#) et Directeur du projet [Ville UNESCO de la musique](#) et des projets culturels stratégiques de la ville, a fait référence au cycle de la créativité qui peut résulter de la connexion de l'écosystème créatif à la ville. À cette fin, une réflexion holistique et un équilibre entre bureaucratie et créativité doivent être promus. Il s'est demandé si de véritables « meilleures pratiques » pouvaient être trouvées, en arguant que l'accent devrait être mis sur la qualité de chaque pratique locale.

SESSION PARALLÈLE C4 : LES PROGRAMMES D'APPRENTISSAGE « LA CULTURE DANS LES VILLES DURABLES » DE CGLU : COMMENT Y FAIRE PARTICIPER MA VILLE ?

Plus de 40 villes sont actuellement impliquées dans les programmes d'apprentissage de CGLU sur la thématique culture et développement durable, notamment « Villes Pilotes », « Villes Leaders » et « Culture 21 Lab ». Cette session entendait inviter d'autres villes à se familiariser avec ces programmes et découvrir comment y prendre part.

La discussion a été présidée et introduite par **Catherine Cullen**, Conseillère spéciale sur la « Culture dans les villes durables » pour la Commission Culture de CGLU et **Antoine Guibert**, expert du programme Villes Pilotes de l'Agenda 21 de la culture. Elle et il ont présenté le travail de la Commission Culture depuis l'adoption de l'[Agenda 21 de la culture](#) en 2004, notamment la promotion de la [culture comme quatrième pilier du développement durable](#). L'adoption de [Culture 21 : Actions](#) (2015), un guide conçu pour approfondir les capacités de chaque ville à s'autoévaluer ainsi qu'en matière d'innovation dans les politiques et l'apprentissage entre pairs, a permis à la Commission Culture d'être encore plus active dans les domaines suivants :

- **Villes Pilotes** est un programme comprenant la sensibilisation, l'autoévaluation locale, l'apprentissage international entre pairs, l'innovation politique, la participation citoyenne et la visibilité internationale, et qui dure environ 30 mois ;



- 
- **Villes Leaders** est un programme sur mesure pour les villes ayant déjà mis en œuvre l'Agenda 21 de la Culture ou Culture 21 : Actions, et qui se focalise sur l'assistance technique, le renforcement des capacités et le leadership international ;
 - **Culture 21 Lab** est un atelier à court terme, qui comprend certains des éléments du programme Villes Pilotes, en particulier l'autoévaluation et la sensibilisation.

PLUS DE 40 VILLES SONT ACTUELLEMENT IMPLIQUÉES DANS LES PROGRAMMES D'APPRENTISSAGE DE CGLU SUR LA CULTURE DANS LES VILLES DURABLES

La session a été illustrée d'exemple de différentes villes qui participent actuellement à ces programmes, notamment les villes pilotes de **Cuenca**, **Lisbonne** et **Mérida** ; la ville leader de **Malmö** et la ville de **Makati**, qui venait tout juste de mener un Culture 21 Lab en avril 2017. **Beatriz García** et **Lucina Jiménez**, expertes du programme Villes Pilotes sont également intervenues lors de cette session.

SESSION PLÉNIÈRE 2 : LA CULTURE ET LES ODD : VERS UN OBJECTIF MONDIAL 2030 POUR LA CULTURE ?

À la suite des deux sessions parallèles avec les réseaux culturels et ceux de la société civile qui ont eu lieu plus tôt dans la journée, cette session plénière visait à discuter des étapes nécessaires à faire de la culture une composante plus visible des agendas futurs mondiaux sur le développement durable.

La discussion a été présidée par **Jordi Pascual**, le Coordinateur de la Commission Culture de CGLU, qui a décrit l'Agenda 2030 pour le développement durable comme « l'agenda le plus ambitieux jamais approuvé », mais aussi comme un processus où tou-te-s sont impliqué-e-s. Les prochaines étapes dans ce processus comprennent le suivi de la mise en œuvre de l'Agenda à travers, entre autre, les Forums politiques de haut niveau, qui se tiendront annuellement. Il a rappelé la campagne « [Le futur que nous voulons intègre la culture](#) », ainsi que la grande place attribuée à la culture par CGLU dans l'[Engagement de Bogotá et l'Agenda d'action](#) et la [Déclaration de la 2^{ème} assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux](#). Dans ce contexte, il a demandé aux intervenant-e-s de discuter de leur évaluation de la place de la culture au sein de l'Agenda 2030, des mesures prioritaires potentielles pour consolider sa place dans les agendas du développement durable et des moyens de renforcer les collaborations.

Jyoti Hosagrahar, Directrice de la division créativité à l'**UNESCO**, a rappelé que même si la référence la plus explicite à la culture dans l'Agenda 2030 était la Cible 11.4, qui aborde le patrimoine culturel et naturel, d'autres références peuvent être trouvées ailleurs. À cet égard, l'UNESCO adopte une approche plus élargie, se focalisant sur les peuples, la planète, les partenariats, la prospérité et la paix, et la culture a un rôle à jouer dans chacun de ces domaines. Au sein de l'Objectif 11 des ODD, la culture est importante en elle-même,





mais également à travers sa contribution transversale à d'autres aspects des villes et des établissements humains, notamment dans la résilience et la durabilité. Reconnaisant que la culture est souvent invisible, elle a suggéré que la priorité devrait être accordée à la documentation, à la mesure des impacts, à l'établissement de données plus fiables et au partage des connaissances, et que les gouvernements locaux détiennent le potentiel pour adopter une approche transversale, qui rompe avec les cloisonnements.

L'ambassadeur **Young-sam MA**, Directeur de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche au centre de formation pour autorités et leaders à Jeju (**UNITAR Cifal Jeju**), a souligné que la culture peut être une source de revenus dans l'économie d'une ville et que le tourisme culturel est une tendance intéressante, qui continuera d'être importante dans le tourisme international. En termes de contribution au développement durable, il faut prêter attention à l'harmonisation entre nature et culture, comme l'atteste l'expérience de Jeju. Parmi les défis qu'il a identifiés se trouvent l'importance de parvenir à un consensus sur les priorités politiques culturelles ainsi que la nécessité de consolider le suivi par la société civile du domaine de la culture et du développement durable.

L'ancien Point focal sur les ODD auprès du **Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS)**, **Andrew Potts**, a affirmé que le rôle de la culture dans l'Agenda 2030 est adéquat, ne laissant aucun doute que la « culture est mise sur la table ». L'inclusion explicite de la culture à la Cible 11.4 signifie que « chacun·e d'entre nous dispose d'un point d'entrée », et c'est une chose dont il faut se féliciter. Si une ville vise à mettre en œuvre les ODD et ne travaille pas sur la culture, elle s'y prend mal. En même temps, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour démontrer la valeur de la culture pour les autres objectifs et sujets, car la culture est pertinente à de nombreux domaines. Il a suggéré un travail nécessaire en vue du prochain Forum politique de haut niveau, afin d'examiner les points d'entrée pour la culture dans l'Agenda 2030, et a également indiqué que le traitement de la culture dans le Nouvel agenda urbain était assez positif.

LE DÉVELOPPEMENT NE SERA PAS DURABLE S'IL NE SE FONDE PAS SUR LES VALEURS ET S'IL NE FAIT PAS SENS POUR LES PEUPLES

IL EST NÉCESSAIRE DE CESSER DE DÉBATTRE PRINCIPALEMENT AU SEIN DES GROUPES CULTURELS ET DE RENFORCER LE DIALOGUE AVEC LES AUTRES SECTEURS

Johanne Bouchard, Spécialiste des droits humains au [Bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU](#), en charge de la procédure spéciale sur les droits culturels, a expliqué que le Haut-Commissaire avait participé aux négociations de l'Agenda 2030 et du Nouvel agenda urbain, avec une approche des droits humains. Bien que des objectifs culturels aient été inclus, il faut prêter davantage attention aux droits humains et aux droits culturels. Le respect des droits humains, qui implique de reconnaître leur indivisibilité et le besoin de responsabilisation, peut aider à consolider l'Agenda 2030. Elle a également mis en avant l'importance de la participation et de la diversité des voix, le fait que le développement ne pourra être durable que s'il se fonde sur des valeurs et qu'il fait sens pour les peuples et la pertinence du niveau local dans l'identification des besoins et des ressources.

C'est ensuite **Sarah Gardner** qui est intervenue. [Directrice exécutive de la Fédération internationale des conseils des arts et agences culturelles \(IFACCA\)](#), elle a ouvert son intervention en réfléchissant sur la définition de la culture. Lorsque l'on pense au développement durable, il faut adopter une compréhension large de la culture, comprenant la diversité, les échanges interculturels et les expressions matérielles de la culture. Il est également nécessaire de cesser de débattre principalement au sein des groupes culturels et de renforcer le dialogue avec les autres secteurs, en comblant les fossés qui existent actuellement. Voilà pourquoi elle a suggéré qu'il faudrait mettre l'accent sur l'argumentation en faveur de la culture, avec une meilleure stratégie et des données plus solides, et prendre des mesures pour faire reconnaître la culture sous tous les angles.





Pour finir, **Christine Merkel**, Directrice de la division Culture, Communication et Mémoire du monde à la [Commission allemande pour l'UNESCO](#) a suggéré qu'il existait un « arc-en-ciel d'aspects culturels » inclus dans les objectifs et cibles des ODD, qui ne devaient pas être entendus comme des cloisonnements. Il faut désormais prêter attention à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au niveau national et, étant donné que les gouvernements ne pourront y procéder seuls, il faut encourager à une cartographie de la dimension culturelle et une plateforme plurilatérale sur la culture et le développement durable. À moyen terme, les expert-e-s de la société civile peuvent effectuer des rapports parallèles sur les aspects culturels de l'Agenda 2030. Elle a également suggéré qu'envisager la dimension urbaine peut être vu à la fois comme un défi et une opportunité.

Parmi les questions abordées dans la discussion qui s'en est suivie : la nécessité de mieux communiquer les nombreux projets locaux qui relient efficacement culture et développement durable, et le besoin de combiner l'usage des indicateurs existants et en même temps de progresser vers de meilleures approches au développement durable.

SESSION PARALLÈLE D1 : LES CAPITALES DE LA CULTURE

En s'appuyant sur l'exemple du programme des Capitales européennes de la culture, créé en 1985, un certain nombre de programmes régionaux similaires ont contribué à renforcer le lien entre les villes et la culture dans différents pays. Les approches et expériences de ces différents procédés ont été présentées lors de cette session, qui invitait également les participant-e-s à discuter des possibilités de partage des connaissances et de réseautage. La session a été présidée par **Sylvia Amann**, Membre du jury de désignation des Capitales européennes de la culture.

Sylvain Pasqua, Cadre dirigeant de la DG Éducation et culture de la Commission européenne, en charge du [programme Capitales Européennes de la Culture \(ECoC\)](#), a présenté le contexte de cette initiative, qui promeut la sensibilisation à la diversité et à la richesse des cultures en Europe. L'un des nombreux défis est la déconnexion entre l'UE et ses citoyen-ne-s, et le programme ECoC vise à y remédier, tout en créant un espace public pour la culture et la reconnaissance de la valeur transversale de la culture au sein des villes. De plus en plus, ceci implique de placer les ECoC comme éléments forts du développement durable des villes et des régions. L'héritage laissé par les ECoC est pris en grande considération, tout comme l'engagement des citoyen-ne-s et le réseautage international qui en découlent. Il a conclu en soulignant que plusieurs villes candidates utilisent l'Agenda 21 de la culture dans le cadre de leur réflexion sur une stratégie culturelle à long terme et qu'elles étudient la nécessité de concevoir des cadres pour la gouvernance locale, pour trouver l'équilibre entre leadership politique et liberté artistique.

Le Secrétaire général de l'[Union des capitales ibéro-américaines \(UCCI\)](#), en charge des Capitales ibéro-américaines de la culture, **Antonio Zurita**, n'a pu être présent au Sommet, mais avait préparé une vidéo. Il y soulignait la nécessité de promouvoir la culture comme quatrième pilier du développement durable et aspect clé du développement local. En complément de sa





■ ■ PLUSIEURS VILLES CANDIDATES AU PROGRAMME DE CAPITALE EUROPÉENNE DE LA CULTURE UTILISENT L'AGENDA 21 DE LA CULTURE DANS LEUR RÉFLEXION SUR UNE STRATÉGIE CULTURELLE À LONG TERME ■ ■

contribution, **Catarina Vaz Pinto**, Conseillère à la culture de Lisbonne, ville détenant le titre de [Capitale ibéro-américaine de la culture](#) en 2017, a pris ensuite la parole. Elle a expliqué que l'objectif de la candidature de sa ville était de consolider Lisbonne en tant que ville culturelle, mais aussi d'impliquer toute la ville, y compris ses citoyen-ne-s, institutions et organisations culturelles. En envisageant le lien entre culture et espace public, le programme de Lisbonne Capitale ibéro-américaine de la culture s'inspire des valeurs de l'Agenda 21 de la culture.

Le programme Ville de la culture d'Asie orientale a été présenté par **KIM Hyunmin**, Directeur général du bureau de la culture, des sports et des affaires internationales à la Province Autonome de Jeju. Né en 2014, ce programme désigne chaque année à une ville en Chine, au Japon et en Corée du sud, avec pour but de renforcer les liens entre les trois pays à travers la culture. Jeju a [détenu ce titre](#) en 2016. KIM Hyunmin a souligné que le programme avait contribué à améliorer la coopération internationale, et a souhaité que la collaboration s'établisse également avec des programmes similaires dans d'autres régions. Il a également décrit certaines des ressources culturelles à Jeju, notamment la coexistence des aspects traditionnels et modernes, les femmes plongeuses haenyeo, la préservation de la langue indigène et la reconnaissance de l'île comme l'une des [7 nouvelles merveilles du monde](#).

■ ■ L'ART SUSCITANT RÉFLEXION ET IMAGINATION, IL PEUT ÊTRE UN CATALYSEUR DE CHANGEMENT ■ ■

C'est ensuite **Oeds Westerhof**, Directeur du Réseau et de l'Héritage de [Leeuwarden, Capitale frisonne européenne de la culture 2018](#) qui est intervenu. Les motivations à devenir ECoC étaient liées aux changements vécus par la ville, et l'impact potentiel que le programme pourrait avoir. Ceci comprend plusieurs aspects du développement durable et des ODD, notamment l'ODD 6 (sur l'eau, étant donné la situation rurale de la ville) et l'ODD 10 (réduction des inégalités). À cet égard, la culture est, en premier lieu, la façon dont réagissent les populations face aux changements dans leur environnement et, en second lieu, la façon dont il-elle-s y réfléchissent. L'art suscitant réflexion et imagination, il peut être un catalyseur de changement. Le programme de Leeuwarden-Frise 2018 a également la volonté d'insister sur le rôle des initiatives du bas vers le haut dans la promotion de la culture et la contribution au développement durable. Il a achevé sa contribution en insistant sur l'importance de la coopération entre villes, et sur le rôle de CGLU comme très bonne plateforme de connexion entre les villes, tout en indiquant que les partenariats entre villes de taille similaire doivent en général être privilégiés.



Un commentaire final a été formulé par **Anupama Sekhar**, Directrice du département de la culture de la Fondation Asie-Europe (ASEF). Elle a fait écho aux commentaires précédents sur l'importance des programmes de coopération internationale, et a suggéré que la coopération au sein de l'Asie était toujours insuffisamment développée et qu'elle nécessiterait qu'on y prête davantage attention. Le modèle de réseau est un mode très habituel d'entrer en relation en Europe et devient de plus en plus solide en Asie. Selon elle, les réseaux de villes comme CGLU aident à mettre de nouvelles villes sur la carte. Les défis des villes secondaires concernant la culture sont uniques, car elles ont moins de visibilité et de ressources que les capitales, et les réseaux revêtent alors pour elles une importance cruciale. Dans le contexte d'émergence de la diplomatie ville-à-ville, un énorme potentiel d'échange entre les villes en Asie et en Europe voit le jour. Elle a réfléchi sur la nécessité d'étudier la façon dont les réseaux de villes pourraient être encore davantage soutenus, pour aider les villes à apprendre les unes des autres.

Une discussion ouverte avec les autres participant-e-s s'en est suivie, au cours de laquelle a été évoquée, entre autre, l'évaluation des programmes de Capitales de la culture. Dans le cas du programme ECoC, chaque ville a été invitée à mener une évaluation pendant et après l'année de détention du titre, mais il n'existe pas de modèle d'évaluation de référence. La présidente de la session Sylvia Amann a clos la discussion en mettant en avant certaines des questions clés abordées, notamment le besoin de connecter les villes de taille similaire, l'identification des défis communs comme l'un des moteurs de l'émergence des réseaux de villes et l'importance du renforcement des capacités.

SESSION PARALLÈLE D2 : POLITIQUES CULTURELLES ET ÉGALITÉ DES GENRES

Composante clé de toutes les approches du développement durable, la perspective liée au genre est toutefois souvent manquante voire même invisible, dans les politiques culturelles. Cette session a abordé le sens et les implications de la dimension de genre dans le domaine de la culture, analysé l'état actuel des choses et formulé des suggestions pour le renforcement de la perspective d'égalité des genres au sein des politiques culturelles.

La discussion a été présidée par **Lucina Jiménez**, directrice de [ConArte](#) et experte du programme Villes Pilotes de l'Agenda 21 de la culture. Dans son introduction à la session, elle a souligné que les grandes tendances de changement démarrent en marge, dans les endroits périphériques, et le genre reste un élément périphérique dans les politiques culturelles. Cependant, les expériences issues d'autres domaines de politique peuvent être utilisées comme modèles. Culture 21 : Actions demande aux villes de s'autoévaluer sur deux aspects liés au genre, lorsqu'elles abordent l'inclusion sociale et la gouvernance. Dans le cas de cette dernière, l'expérience montre que même si de nombreux-ses professionnel-le-s de la culture sont des femmes, leur présence aux postes dirigeants est encore très faible.

Lucina Jiménez a lu des extraits du document préparé par **Ammu Joseph**, une journaliste et auteure indépendante, qui était en charge du chapitre « Women as creators: gender equality » (les femmes créatrices, l'égalité des genres) du [Rapport mondial 2015](#) de la Convention de l'UNESCO sur la diversité des expressions culturelles et qui a dû annuler au dernier moment sa venue au Sommet. Ammu Joseph a identifié deux principaux défis à l'intégration d'une perspective de genre au sein des politiques culturelles : d'une part une cécité généralisée quant aux questions liées au genre (c.-à-d. le fait que peu de politiques culturelles mentionnent les femmes ou l'égalité femmes-hommes, et même si des références sont faites aux droits





fondamentaux ou à la diversité, les aspects liés au genre ne sont pas considérés comme vitaux ; d'autre part une tendance à une « ghettoïsation » (considérer l'égalité des genres comme une question de niche, qui nécessite d'être prise en compte uniquement dans les domaines et activités politiques habituels ; pour la culture cela revient à dire que l'attention est portée seulement sur les activités traditionnellement associées aux femmes telles que l'artisanat, la nourriture ou le textile). Après avoir étudié des expériences dans d'autres domaines, elle a suggéré qu'une collecte de données ventilées par genre devrait devenir une priorité, tout comme devraient l'être la coopération entre gouvernements et société civile et l'application à toutes les activités culturelles pertinentes. Elle a également affirmé que les villes étaient bien placées pour généraliser les aspects liés au genre.

Annamari Laaksonen, Directrice de recherche à la [Fédération internationale des conseils des arts et des agences culturelles \(IFACCA\)](#) a ensuite pris la parole. Elle a présenté plusieurs éléments directement issus de la base de données de l'IFACCA sur les publications politiques culturelles. L'égalité femmes-hommes y est le deuxième thème le moins fréquemment abordé parmi tous ceux identifiés, fait qui démontre bien l'attention limitée qui y est portée au sein des discours politiques culturels. Une analyse de nouveaux éléments a montré que même si les femmes sont un groupe majeur dans la consommation d'art, elles sont beaucoup moins visibles en tant qu'artistes mises en valeur et décisionnaires. Parmi les questions qui devraient être prises en compte se trouvent l'inégalité salariale et la présence forte des femmes parmi les bénévoles des organisations culturelles. Elle a achevé sa présentation en suggérant qu'il faudrait se préoccuper davantage de généraliser les aspects liés au genre dans les politiques culturelles, pour donner plus de visibilité aux femmes en tant que créatrices, créer des activités pour tou-te-s (y compris les hommes) et reconnaître que tout le monde peut être un exemple à suivre.

**ALORS QUE LES FEMMES SONT UN GROUPE MAJEUR
DANS LA CONSOMMATION D'ART, ELLES SONT
BEAUCOUP MOINS VISIBLES EN TANT QU'ARTISTES
MISES EN VALEUR ET DÉCISIONNAIRES**

LEE Sunhwa, membre du conseil de la Province Autonome de Jeju et toute première femme de Jeju présente au Parlement a évoqué l'exemple des haenyeo, les femmes plongeuses, et a décrit Jeju comme une « île de femmes ». Rappelant la surprise que l'annonce de sa candidature avait suscitée, elle a suggéré que la promotion des questions de genre concernait principalement l'égalité, et le fait d'aborder l'opposition à l'égalité très souvent ancrée dans la culture. En fin de compte, le but est de changer le monde. Elle a mis en avant l'importance de la place des femmes au sein de la culture traditionnelle de Jeju, comme le montrent bien les haenyeo. Évoquant le contexte politique à Jeju, elle a suggéré que davantage de ressources devraient être consacrées à la culture, car cette dernière est importante dans l'identité locale et dans l'attraction du tourisme. Davantage d'efforts devraient également être déployés pour encourager l'égalité femmes-hommes ; les femmes devraient en particulier être plus impliquées dans les décisions relatives au budget à répartir et dans la mise en œuvre des programmes qui en découlent.



Professeur à l'Université de Jeju, l'anthropologue **YOO Chulin** a étudié les femmes plongeuses *haenyeo* dans le cadre de ses recherches, dont il a présenté certains de ses résultats. Au moment de l'inscription des *haenyeo* sur sa Liste représentative du patrimoine culturel immatériel, l'UNESCO a affirmé que cette pratique culturelle contribue à la promotion des droits des femmes à travers l'appréciation de leurs compétences. La participation de la communauté a été importante lors du processus de nomination, notamment à travers l'enquête qui a aidé à déterminer le nom le plus apprécié, parmi plusieurs termes traditionnellement usités. La reconnaissance internationale a également contribué à la fierté locale et au respect, et une école des *haenyeo* a même vu le jour. D'autres enseignements qui pourraient être tirés de cette histoire est l'importance d'adapter les standards internationaux au niveau national (comme l'a fait la Corée du sud en révisant sa Loi sur la protection du patrimoine culturel en 2015, pour y inclure le patrimoine immatériel) et de promouvoir la sensibilisation à l'environnement, qui peut aller de pair avec la protection du patrimoine culturel.

La Directrice d'*EastWest Psyche Ltd.*, **Anne Hilty**, a ouvert son intervention en rappelant que les récits des femmes sont souvent passés sous silence et que leurs espaces ne sont pas reconnus, il faut donc défendre l'égalité femmes-hommes. Si la culture est l'identité d'une société mais que ses membres n'y sont pas représenté-e-s de façon égale, cette identité est fautive et elle n'est pas durable. À cet égard, la priorité devrait être accordée à la généralisation de l'égalité entre les genres dans les politiques culturelles, en vue d'améliorer les conditions de travail des artistes, en rendant les sources de financement plus accessibles aux femmes et en s'assurant qu'elles sont représentées dans les processus de prise de décisions. Elle a aussi mis en garde sur le fait que le patrimoine est souvent genré et que les normes de genres d'une société façonnent ce qui tend à être valorisé. En outre, le patrimoine ne doit pas être traité de la même façon, car certaines pratiques culturelles peuvent être nuisibles, et une réinterprétation du patrimoine qui s'adapte aux changements dans les normes culturelles s'avère nécessaire. Elle a achevé son intervention en soulignant le potentiel de la culture et du genre pour favoriser le développement durable et la paix, et a fait référence à Jeju comme très bon exemple de cet équilibre.

■ ■ **SI LA CULTURE EST L'IDENTITÉ D'UNE SOCIÉTÉ MAIS QUE SES MEMBRES N'Y SONT PAS REPRÉSENTÉ-E-S DE FAÇON ÉGALE, CETTE IDENTITÉ EST FAUTIVE ET ELLE N'EST PAS DURABLE** ■ ■

Au cours de la discussion qui s'en est suivie, les questions suivantes ont été évoquées :

- L'importance du **renforcement des capacités des décisionnaires locaux-les** concernant les questions de genre.
- L'**absence fréquente de contributions ayant une approche tenant compte du genre** au cours des consultations internationales et exercices de recherche sur les aspects culturels et les droits humains.

- 
- Les expériences d'insertion de l'**approche des droits culturels dans le travail pour les droits en matière de sexualité et de procréation** des femmes indigènes.

La présidente de la session, **Lucina Jiménez** a clôturé la discussion en déclarant que cette dernière n'était que le début d'une grande conversation. Le genre est un espace de lutte, de confrontation et d'ignorance et un processus d'apprentissage se révèle nécessaire. La diversité culturelle ne doit pas être utilisée pour justifier des formes d'inégalité. Elle a également suggéré un ensemble de domaines identifiés lors de la session, notamment le fait de repenser les politiques culturelles depuis la perspective du développement durable et l'égalité entre les genres, en donnant plus de visibilité et en renforçant les capacités des femmes dans le secteur culturel, en réexaminant les programmes scolaires et en menant une analyse qualitative du rôle et de la place des femmes dans le secteur culturel.



SESSION PARALLÈLE D3 : VILLES, CULTURE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

La lutte contre le changement climatique est un aspect fondamental de toutes les approches au développement durable, et qui doit impliquer tou-te-s les acteur-ric-e-s, même ceux-elles du secteur culturel. Le rôle que la culture joue dans les villes est de plus en plus reconnu, notamment dans le changement des pratiques et comportements existants, mais aussi pour une meilleure adaptation aux changements climatiques. Cette session a réuni différent-e-s acteur-ric-e-s travaillant dans ce domaine, qui ont discuté des activités actuelles et futures et ont identifié les questions d'intérêt commun.

La session était présidée par **Hervé Fournier**, Président de [Terra21](#) et représentant de [Climate Chance](#), qui a débuté son intervention en expliquant que les villes ont ressenti le besoin d'obtenir de l'expertise culturelle afin d'aborder convenablement les transformations nécessaires face au changement climatique. Depuis la COP21 à Paris en 2015, d'autres réunions et initiatives ont été organisées par l'association Climate Chance.

Le Maire de [Male](#) (Maldives), **Mohamed Shihab**, a présenté le contexte de sa ville. Il a également présenté le projet « Moyens de soutenir la culture : île de patrimoine », qui encourage à la réflexion et à la prise de décision sur la façon de mieux structurer les aspects de la culture et du développement durable qui existent déjà sur l'île.

Lucy Latham, Cheffe de projet chez [Julie's Bicycle](#), a ensuite pris la parole et a souligné les valeurs qui guident Julie's Bicycle dans son approche de la créativité et de la durabilité : la collaboration créative, les synergies entre artistes, le design et l'innovation et la transition avec des organisations issues de différents environnements. Les arts ont le potentiel de générer un espace pour le dialogue entre différents points de vue. Elle a également mis en avant l'importance du partage des responsabilités et de la bonne gouvernance vers l'innovation politique et l'engagement citoyen, et a suggéré qu'il faudrait se consacrer à la collecte et à l'échange de bonnes pratiques dans le monde entier.





La Directrice du Programme sur la culture et les arts au [Salzburg Global Seminar \(SGS\)](#), **Susanna Seidl-Fox**, a introduit son organisation et a attiré l'attention sur le rapport : *Beyond Green: The Arts as a Catalyst for Sustainability* (Au-delà de l'écologie : les arts comme catalyseurs de durabilité), rédigé suite à un séminaire récent. SGS a également examiné dernièrement le thème de l'[art de la résilience](#), notamment les synergies entre le courage, la créativité et le renouveau, et dirige le [Forum pluriannuel Parks for the Planet](#), qui vise à examiner les carrefours entre nature, santé et développement humain. Sur cette base, elle a souligné l'importance de la collaboration inter-secteurs et de l'établissement de liens entre artistes et professionnel-le-s d'autres domaines.

La Maire de [Catbalogan](#) (Philippines), **Stephany UY TAN**, a présenté sa ville, dont le Conseil de la culture et des arts a été établi en 2004, en s'appuyant sur certaines traditions locales. Depuis, un festival annuel est organisé, rendant hommage aux traditions de la pêche et qui combine la danse, des aspects religieux et culturels. Des éléments en lien avec la protection environnementale sont intégrés dans la promotion de la nature et de la culture traditionnelle. Suite à un glissement de terrain en 2014, la ville a adopté une stratégie culturelle fondée sur les intérêts et la sensibilisation des citoyen-ne-s, et qui traite du changement climatique et de la résilience locale.

LA PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTÉ DANS LA GESTION DES PROJETS ENVIRONNEMENTAUX ET DES INITIATIVES TRADITIONNELLES PEUT FOURNIR DE BONNES SOLUTIONS QUI RASSEMBLENT LES AGENDAS CULTUREL ET ENVIRONNEMENTAL

C'est ensuite **Emil Elestianto Dardak**, Maire du [kabupaten de Trenggalek](#) (Indonésie), qui est intervenu, et qui a fait référence à la philosophie budaya, qui établit une connexion entre la culture et le changement climatique. L'expression artistique et toutes les formes de créativité jouent un rôle dans le renforcement des habitudes et elles peuvent donc ainsi contribuer à s'attaquer au changement climatique. Puisant dans son expérience, il a affirmé que la culture peut aider à transformer des zones urbaines abandonnées et que la participation de la communauté dans la gestion des projets environnementaux et des initiatives traditionnelles peut fournir de bonnes solutions qui rassemblent les agendas culturel et environnemental.

Marco Kusumawijaya, Chercheur au [Centre Rujak des études urbaines](#) (Jakarta), a attiré l'attention sur le rôle primordial des gouvernements dans les impacts sur l'environnement, qu'ils soient négatifs ou positifs. Il a présenté des éléments de preuve de l'aptitude des communautés à générer des connaissances sur elles-mêmes et à se mobiliser pour protéger l'environnement. Il a suggéré qu'il était nécessaire de développer des cadres sur l'éco-égalité, qui préserveraient l'environnement tout en protégeant les personnes, et qui fourniraient des orientations pour l'action locale dans l'équilibre entre les dimensions environnementale et sociale. Les modes de changements doivent être co-produits de manière créative au sein des communautés.

Productrice principale chez [Performing Lines](#), Sydney, **Pippa Bailey** a ensuite pris la parole, en rappelant aux autres participant-e-s que, même si les discussions sur le changement climatique ont lieu depuis longtemps, elles n'ont pour autant pas empêché la détérioration de la planète.



LA CULTURE A UN RÔLE NÉCESSAIRE DANS LA MODIFICATION DES HABITUDES, ATTITUDES ET COMPORTEMENTS ET A ÉGALEMENT BESOIN D'UNE RÉFLEXION SUR SES PROPRES MODES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION ET SUR LA FAÇON DONT ILS CONTRIBUENT AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Elle a affirmé que la culture fait partie du problème du changement climatique, comme le prouvent les modes de production et de consommation dans les industries culturelles. Il s'avère donc nécessaire d'aborder les habitudes, attitudes et comportements, ainsi que de réfléchir sur la façon dont le pouvoir est partagé ; la culture a un rôle crucial dans la résolution de ces problématiques.

Mushtaq Memon, Coordinateur régional pour l'efficacité énergétique au Bureau Asie-Pacifique du [Programme des Nations unies pour l'environnement \(PNUE\)](#), a présenté une série de chiffres sur les modes de consommation et leur impact environnemental. En plus d'avoir un rôle significatif sur la production et la consommation, les aspects culturels et sociaux jouent également un rôle primordial dans le changement climatique et les villes ont leur part à jouer en la matière, en particulier lorsque la dimension culturelle est prise en compte. Les villes sont les leaders dans la résolution des conflits mais aussi dans la création d'un environnement propice à la paix et à l'harmonie sociale. Il est donc nécessaire de davantage impliquer les villes et les mouvements culturels dans la réflexion mondiale élargie sur le changement climatique.

La dernière contribution a été formulée par **Peter Cox**, du [Conseil international des monuments et des sites \(ICOMOS\)](#). Il a fait part de l'inquiétude de l'ICOMOS face au changement climatique, notamment concernant son impact sur la protection du patrimoine, qui a mené à de nombreuses études. La dégradation des monuments en raison du changement climatique est soumise à des contrôles dont les résultats sont alarmants. L'ICOMOS a également façonné une carte des monuments qui pourraient être menacés en raison de la montée du niveau de la mer, une tendance déjà visible à certains endroits. Malheureusement, nombreuses sont les villes n'ayant pas encore reconnu la nécessité d'une planification durable et à long terme, qui exige les investissements adéquats.



SESSION PARALLÈLE D4 : DÉVELOPPER UNE PLATEFORME PLURILATÉRALE POUR LA LOCALISATION DE L'ODD 11.4 SUR LE PATRIMOINE CULTUREL ET NATUREL

Avec sa cible 11.4, l'Agenda 2030 sur le développement durable établit l'engagement à renforcer les efforts pour protéger et sauvegarder le patrimoine culturel et naturel mondial. Un groupe d'ONG du secteur de la culture, du patrimoine culturel et du patrimoine naturel, ainsi que plusieurs agences internationales et gouvernements locaux et régionaux, travaillent pour un plaidoyer en faveur de la localisation de la Cible et en particulier pour le développement d'indicateurs de suivi des progrès dans ce domaine. Cette session, soutenue et coordonnée par le [Conseil international des monuments et des sites \(ICOMOS\)](#) visait à faciliter les échanges des dernières nouvelles sur les efforts de localisation et le développement d'une stratégie commune pour la Cible 11.4 qui puisse alimenter le rapport de l'UNESCO et des gouvernements nationaux à l'occasion de l'examen qui aura lieu lors du Forum politique de haut niveau en 2018.¹

La discussion a été présidée par **Ege Yildirim**, Point focal sur les ODD à l'ICOMOS, qui a souligné l'importance de la localisation (participation active, implication de tous les niveaux de gouvernement, généralisation des dimensions locale et régionale au sein des politiques nationales) et a résumé les objectifs de la session, qui comprend l'étude de stratégies existantes et potentielles sur la localisation de la Cible 11.4, ainsi que les défis dans ce domaine.

La parole a été donnée à **Andrew Potts**, ancien Point focal sur les ODD à l'ICOMOS, qui a présenté le contexte de la Cible 11.4 et la place de la culture et du patrimoine dans les agendas mondiaux. Il a mis en avant les connexions aux autres aspects de l'Objectif 11, ainsi que les aspects liés au patrimoine naturel et culturel dans le Nouvel agenda urbain.



¹ Un rapport plus détaillé de cette session sera bientôt disponible sur le site Internet de l'ICOMOS. www.icomos.org/fr



Claus-Peter Echter, Secrétaire général du [Comité scientifique sur les villes et villages historiques \(CIVVIH\)](#) de l'ICOMOS et Membre du Conseil [Europa Nostra](#), a cité plusieurs activités réalisées par Europa Nostra et le CIVVIH dans des domaines touchant à la Cible 11.4, notamment le rapport [Cultural Heritage Counts for Europe](#) (Le patrimoine culturel, un atout pour l'Europe) et le [Document de positionnement du CIVVIH sur les villes historiques et les politiques de développement urbain durable du CIVVIH](#).

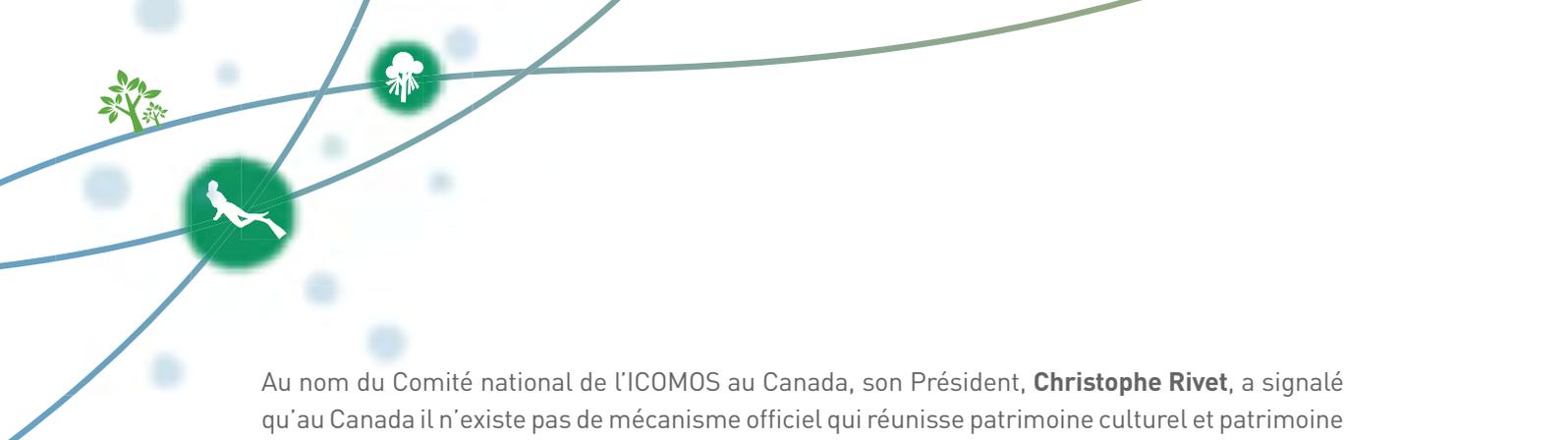
LA CIBLE 11.4 DES ODD EST UNE BONNE OPPORTUNITÉ D'ABORDER ENSEMBLE NATURE ET CULTURE ET LES GOUVERNEMENTS LOCAUX SONT PARTICULIÈREMENT IMPORTANTS EN LA MATIÈRE

Chamniern Vorratnchaiphan, Représentant national en Thaïlande de l'[Union internationale pour la conservation de la nature \(UICN\)](#), a insisté sur le fait que la Cible 11.4 est une bonne opportunité d'aborder ensemble nature et culture, et que les gouvernements locaux sont particulièrement importants à cette fin. Les organisations expertes telles que l'ICOMOS et l'UICN pourraient contribuer à renforcer les capacités des gouvernements locaux, en produisant des directives en la matière.

Le Coordinateur régional Asie-Pacifique de l'[Organisation des Villes du Patrimoine Mondial \(OVPM\)](#), **Jahyun Jang**, a discuté de la vision de l'OVPM du patrimoine comme des lieux essentiels de vie, et qui requièrent donc une approche intégrale. L'OVPM accorde une grande importance aux gouvernements locaux, même s'il n'est pas toujours facile de les convaincre sur les questions de patrimoine. Dans la région Asie-Pacifique, l'OVPM a développé une série de Principes de participation de la communauté, qui reconnaît le droit des communautés locales à participer à la préservation et à la gestion de leurs villes du Patrimoine Mondial.

C'est ensuite **Rii Hae-Un**, Présidente du Comité national ICOMOS en République de Corée qui est intervenue, et qui a insisté sur la pertinence de la géographie dans le lien entre culture et nature. Elle a fait remarquer que l'administration du patrimoine culturel en Corée du sud gère ensemble la culture et la nature, en invitant des expert·e·s comme des géologues et des climatologues à collaborer aux projets. Les expert·e·s de l'ICOMOS et de l'UICN ont également travaillé ensemble à des projets individuels.



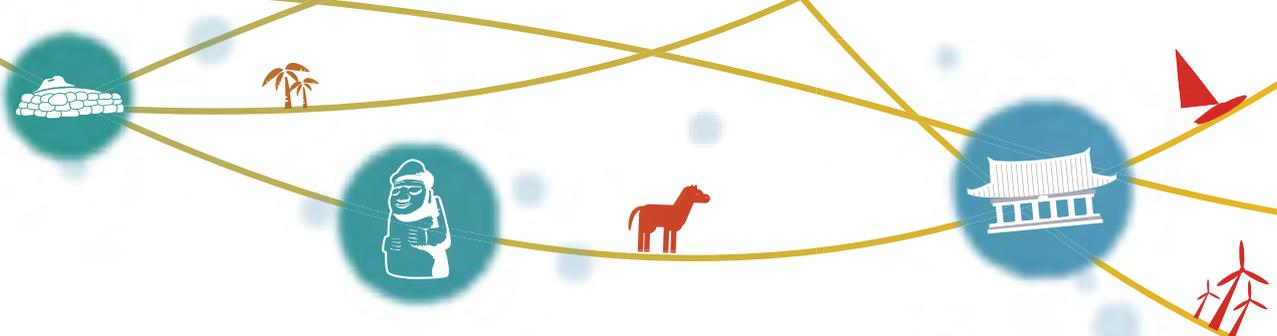


Au nom du Comité national de l'ICOMOS au Canada, son Président, **Christophe Rivet**, a signalé qu'au Canada il n'existe pas de mécanisme officiel qui réunisse patrimoine culturel et patrimoine naturel. Il a cité les circonstances particulières du contexte canadien telles que l'importance des cultures indigènes et la diversité qui les animent, l'héritage de la colonisation européenne, la grande concentration de population urbaine, la diversité prenant également son origine dans le fait d'être un pays d'immigration, ainsi que la diversité politique dans un contexte fédéral. Il a également insisté sur la nécessité de tirer profit du pouvoir des municipalités.

Le Président du Comité national de l'ICOMOS en Italie, **Pietro Laureano**, a réfléchi sur les indicateurs qui pourraient aider à évaluer la Cible 11.4. Se refusant à un indicateur agrégé à grande échelle, tel que celui présent actuellement dans les propositions de l'ONU, il a souligné le besoin d'indicateurs locaux et qualitatifs. Il a également abordé les défis supposés par la participation locale, notamment le manque d'ouverture de certains gouvernements locaux envers les associations.

Christer Gustafsson, Secrétaire général du Comité scientifique sur l'économie de la conservation (ISCEC), a discuté des indicateurs pour évaluer la Cible 11.4, allant au-delà des propositions actuelles d'un indicateur fondé sur les dépenses de patrimoine par habitant. L'ICOMOS a développé des indicateurs alternatifs, qui abordent les aspects tels que le nombre de sites de patrimoine enregistrés, les activités de renforcement des capacités, la participation effective de la société civile, etc. Il a également insisté sur l'importance économique du patrimoine, a fourni des détails des Objectifs du développement durable nationaux de Suède, qui comprennent un objectif de protéger 10 % des édifices, et a réfléchi sur un nouveau paradigme pour le secteur du patrimoine culturel, en passant d'un concept de planification axé sur l'offre vers un développement motivé par le patrimoine et axé sur la demande.





L'expert en stratégie de développement pour la durabilité urbaine au Département de la culture de la ville de **Malmö**, **Magnus Metz**, a présenté un aperçu des documents historiques sur la protection du patrimoine en Suède. Il a posé la question de savoir comment le patrimoine culturel et les droits des minorités étaient connectés ou non, à la Cible 11.4. Il a cité l'exemple du patrimoine immatériel des peuples Rom et Sami, entre autres minorités, comme droits culturels.

La contribution suivante a été formulée par **Angélica Arias**, Directrice de l'**Institut métropolitain du Patrimoine**, Quito, qui a introduit la nouvelle stratégie de Quito pour son centre historique, qui vise à le promouvoir comme un espace habitable et sûr, qui conserve son patrimoine en vie selon un modèle de réhabilitation inclusif, productif et durable, en y intégrant les dynamiques plus larges de la ville. Elle a évoqué les rôles et intérêts spécifiques du secteur public, du secteur privé et de la communauté locale, avec l'UNESCO comme médiateur. En se fondant sur ceci et d'autres initiatives, elle a affirmé que Quito progresse vers la concrétisation de la Cible 11.4, à travers de solides partenariats, le partage des responsabilités et la protection du patrimoine au sein d'une vision du paysage urbain.

Représentant de la ville de **Cuenca**, en Équateur, **Andrea Malquin**, Coordinatrice des projets internationaux, a fait part de l'expérience de Cuenca avec le programme Villes Pilotes, et a détaillé le projet intitulé « Routes et géographie sacrées de l'époque précolombienne ». Elle a souligné l'importance de s'assurer que le patrimoine reste résilient, en s'attaquant aux aspects tels que le dépeuplement du centre historique de la ville.

LES CITOYEN-NE-S, LES VALEURS CULTURELLES ET LES DROIT CULTURELS DOIVENT ÊTRE AU CŒUR DE L'ACTION POUR LE PATRIMOINE ET CECI DOIT ÉCLAIRER LA MISE EN ŒUVRE DE LA CIBLE 11.4

C'est ensuite **Antoine Guibert**, expert du programme Villes Pilotes de l'Agenda 21 de la culture qui a pris la parole pour souligner la nécessité d'interpréter la Cible 11.4 de façon plus large, plus globale et plus intégrée. Il a souligné que le patrimoine est une ressource pour le développement personnel et collectif, à une multitude de niveaux. Il ne doit donc pas être exclu des dynamiques de vie dans la société. Les citoyen-ne-s, les valeurs culturelles et les droit culturels doivent être au cœur de l'action pour le patrimoine et ceci doit éclairer la mise en œuvre de la Cible 11.4. Étant donné la constante évolution du patrimoine de par sa nature, sa gestion doit être incluse dans un projet urbain intégral, dans le cadre d'efforts collectifs, ce qui est étroitement lié à l'objectif de l'ODD 11 de faire des villes plus inclusives, sûres, résilientes et durables.

Également expert de la Commission Culture de CGLU, **Enrique Glockner** a mis en avant l'attention consacrée au patrimoine culturel et naturel dans Culture 21 : Actions et les autres



UNE PLATEFORME PLURILATÉRALE POUR LA LOCALISATION DE L'ODD 11.4 EST EN TRAIN D'ÉMERGER, QUI RASSEMBLE LES ONG ET LES GOUVERNEMENTS LOCAUX ET RÉGIONAUX, ET QUI PEUT COMPLÉTER ET RECHERCHER LA COLLABORATION AVEC LES GOUVERNEMENTS NATIONAUX ET LES AGENCES INTERNATIONALES

documents de CGLU. Il a également présenté les expériences de villes mexicaines actives dans ce domaine, notamment celles qui, comme Chignahuapan, sont impliquées dans l'initiative [Pueblos Mágicos](#) de México (villages magiques du Mexique), sur le tourisme culturel durable et le programme [Vigías del Patrimonio Cultural](#) (vigiles du patrimoine culturel), qui forme les jeunes à reconnaître et apprécier le patrimoine culturel local.

La discussion qui s'en est suivie a abordé les questions du rôle du patrimoine culturel dans la paix et la violence, avec des références faites à certains cas dans le monde, tels que celui de Diyarbakir. L'importance de comprendre la compatibilité entre patrimoine culturel et développement a également été citée.

La session a également contribué à définir davantage le rôle et la position de la Plateforme plurilatérale pour la localisation de l'ODD 11.4 de façon plus efficace, vis-à-vis du contexte plus large de l'ONU. Cette plateforme émergente se compose d'ONG et de gouvernements locaux/infranationaux et peut compléter et rechercher la collaboration avec les gouvernements nationaux et les agences internationales.



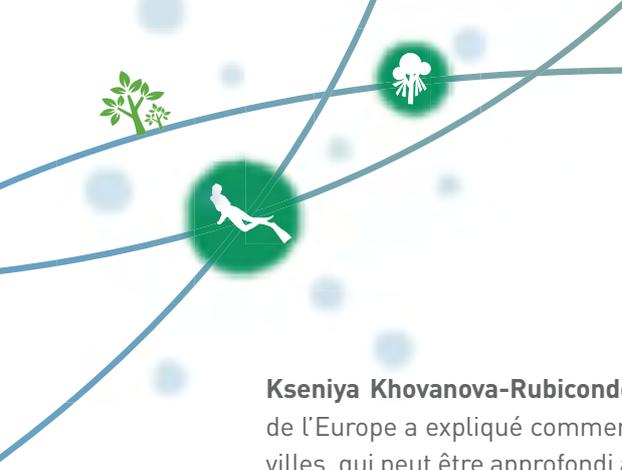
VENDREDI 12 MAI 2017



SESSION PARALLÈLE E1 : POLITIQUES CULTURELLES DANS LES QUARTIERS URBAINS

Dans de nombreuses villes, la décentralisation des politiques culturelles et l'établissement de programmes adaptés aux besoins spécifiques des citoyen-ne-s des zones périphériques est devenue une importante priorité. La session a présenté différentes expériences de villes inspirées par les droits culturels et l'objectif de garantir l'accès universel à la culture, en impliquant souvent des mécanismes de gouvernance.

La discussion a été présidée par **Julien Chiappone-Lucchese**, Conseiller international du Maire de la ville et eurométropole de [Strasbourg](#). Dans son introduction à la session, il a insisté sur la possibilité pour les politiques culturelles de contribuer à la revitalisation urbaine pour lutter contre les inégalités sociales, et a souligné que la culture peut susciter un véritable changement en faisant des citoyen-ne-s des acteur-ric-e-s réel-le-s de leur ville et de la culture. Il a également affirmé que « les villes sans culture ne sont alors faites que de ciment ».



Kseniya Khovanova-Rubicondo, Conseillère au [programme Villes interculturelles](#) du Conseil de l'Europe a expliqué comment ce programme cherche à étudier le potentiel interculturel des villes, qui peut être approfondi à travers l'éducation, les entreprises et le marché de l'emploi, les politiques culturelles, l'aménagement et l'urbanisme, et les compétences interculturelles. Dans ce contexte, l'interculturalité ne fait pas référence uniquement aux relations interpersonnelles, mais également à la préservation et à la mise en valeur du patrimoine matériel et immatériel. Elle doit également s'appuyer sur la participation de la communauté, permettre aux citoyen-ne-s de s'approprier les initiatives culturelles et en fin de compte de contribuer à faire des villes un lieu de respect et de compréhension mutuels.

LE SENS DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'APPARTENANCE PEUT ÊTRE RENFORCÉ EN IMPLIQUANT LES QUARTIERS DANS UN PROCESSUS QUI RECONNAÎT LA VALEUR DE LEURS RÉCITS ET CONTRIBUE À LA DIVERSITÉ LOCALE

Le Co-directeur et délégué général de [Culture et Développement](#), **Francisco d'Almeida**, a présenté l'exemple du [Museu da Maré](#), à Rio de Janeiro, comme bon exemple de l'établissement du lien entre la politique culturelle et les quartiers urbains. Le musée a été développé selon une approche fondée sur la communauté, une méthodologie participative, abordant la mémoire collective vers la transformation sociale. L'expérience illustre la façon dont le sens de la citoyenneté et de l'appartenance peut être renforcé en impliquant les quartiers d'une zone défavorisée dans un processus qui reconnaît la valeur de leurs récits et contribue à la diversité locale. Le respect de la diversité suppose de reconnaître les spécificités qui coexistent dans la ville, notamment les identités et les récits de ses différents groupes et citoyen-ne-s de tous les horizons.

Ching-Teng HSIAO, Conseiller au [Gouvernement de la ville de Taichung](#), a décrit Taichung comme une ville compacte, qui est née de la zone environnante du comté de Taichung et est devenue la troisième plus grande ville de l'île de Taïwan. Il y existe une véritable intégration du nouveau quartier de Taichung et des ressources culturelles. Dans ce contexte, il a affirmé que l'approche du Gouvernement de la ville comprend la réduction de l'écart entre zones urbaines et rurales et la contribution à la mise en œuvre des droits culturels.

Ce fut ensuite au tour de **Marc Villarubias**, Responsable de la coopération culturelle de la ville de [Lyon](#), de présenter le contexte des [politiques de Lyon concernant les quartiers](#). Des mesures initiales avaient été prises dans les années 80, à la suite de manifestations dans les quartiers des banlieues périphériques, puis les années 90 ont vu une implication accrue d'artistes et groupes culturels dans les projets de développement urbain. Progressivement, la culture a été reconnue comme un bien commun et un service qui a besoin d'être personnalisé aux nécessités locales. Au cours de ces dernières années, ceci a émergé aux côtés du développement durable, tout

LES POLITIQUES CULTURELLES À L'ÉCHELLE DE LA VILLE DOIVENT ÊTRE COMBINÉES À DES APPROCHES ADAPTÉES AUX BESOINS INDIVIDUELS DES QUARTIERS



en conservant l'approche axée sur les personnes. Il a souligné la disponibilité de nombreuses ressources culturelles dans les villes, qui peuvent contribuer à de nombreux objectifs locaux à de nombreux endroits, et l'importance de combiner des politiques culturelles à l'échelle de la ville avec des approches adaptées aux besoins individuels des quartiers.

KIM Sang Uk, Responsable de l'équipe de promotion de la marque de la ville de **Busan** a présenté le projet « Totatoga » pour la renaissance culturelle du centre de la ville, un projet de réseau fondé sur la coopération entre plusieurs acteur·rice·s. Il a fait part de sa réflexion sur les différences dans la gestion des ressources culturelles et du patrimoine dans le monde, notamment sur le rôle du passé et du patrimoine coloniaux dans les sociétés asiatiques. Il a également souligné l'importance d'évaluer la coexistence au sein des villes, mais aussi parmi les villes de différents continents et cultures, et le potentiel de coopération qui existent entre elles.

Le Directeur de l'École d'art et de design à l'Université de San Diego, **Kotaro Nakamura**, a abordé la notion de résilience des communautés et l'importance que revêt sa mesure (en termes d'ampleur des dégâts et du temps nécessaire à se rétablir), afin d'éviter d'atteindre le point de non-retour après lequel tout rétablissement devient impossible. Prenant pour exemple le tsunami de 2011 au Japon, il a souligné que les processus de rétablissement sont très complexes et impliquent de nombreux·ses acteur·rice·s. Aucun rétablissement ne peut avoir lieu sans la communauté, et la culture est la base de communautés fortes et de la résilience.

Jeong-hoo KIM, Professeur de design et recherche urbaine à l'University College London, a évoqué la relation entre politiques culturelles et revitalisation urbaine durable à Londres, où de nouveaux édifices culturels ont récemment été établis près de zones piétonnes. Les Jeux Olympiques de 2012 ont été appelés les « Jeux de la régénération », en raison de leur dimension urbaine. À cet égard, il a affirmé que la politique culturelle à Londres est vue comme quelque chose d'important pour le bien de tou·te·s.

Enfin, le Secrétaire général de l'Association de Chimak Industry, Corée, **CHOI Seongnam**, a présenté la politique culturelle de la ville de **Daegu**. La ville a consolidé sa position de « ville des festivals ». Une grande part des événements culturels, fondés sur différentes expressions artistiques et tirant également profit de l'histoire de Daegu, ont été organisés. Il existe également une volonté de les organiser dans différents quartiers, pour ainsi contribuer au développement local.



SESSION PARALLÈLE E2 : « FORGER LE RÉCIT » SUR LA CULTURE ET LES VILLES DURABLES

Favoriser une compréhension complète des liens entre culture et développement durable est une entreprise complexe. Dans le monde entier, plusieurs récits existent : ceux qui sont devenus le cadre du travail de CGLU sur la culture (promouvoir la culture comme « quatrième pilier » du développement durable, les droits culturels et les politiques culturelles axées sur les personnes) ainsi que ceux qui voient la culture comme une ressource ou un instrument pour accomplir des objectifs économiques ou sociaux. Au cours de cet atelier, les participant-e-s ont été invité-e-s à discuter de leurs récits et discours et à identifier les obstacles à la compréhension de la relation entre culture et développement durable. Il leur a également été demandé de réfléchir au rôle joué par la Commission Culture de CGLU au cours de ces dernières années, et il-elle-s ont été invité-e-s à partager leurs idées concernant la manière de communiquer leurs récits. L'atelier a été modéré par **Toni Blanco**, Conseiller sur les Réseaux et la durabilité chez CGLU.

L'objet de la première partie de la discussion était de savoir s'il existait des questions pertinentes à la culture et au développement durable qui n'étaient pas couvertes par la Commission Culture de CGLU. Aucune des pierres angulaires des récits actuels n'a été remise en question, mais deux approches stratégiques et trois questions clés ont été signalées. Les approches stratégiques qui pourraient aider la Commission à maintenir sa pertinence comprenaient la réflexion sur ce que les communautés considèrent comme important, et de toujours proposer ensemble la politique et la pratique, comme des éléments indissociables. Les trois questions clés qui ont attiré l'attention des participant-e-s étaient la tension entre le développement (revitalisation urbaine) et la protection du patrimoine, l'importance de la relation entre culture, créativité et espaces publics et la consolidation de la connexion entre culture et éducation, avec l'introduction d'éléments d'apprentissage informel, les intelligences multiples, les expériences au sein de la communauté pour les étudiant-e-s, etc.





Deux autres questions supplémentaires abordées pendant le Sommet ont été introduites dans la discussion par **Jordi Pascual**, le Coordinateur de la Commission Culture de CGLU. D'une part l'intégration de la démocratie dans le discours sur la culture dans les villes durables. D'autres participant-e-s ont réfléchi sur l'importance de la culture de la démocratie, des usages de la culture comme moyens d'égalité démocratique et inclusion, les valeurs démocratiques qui sont promues de façon égalitaire dans les métropoles ou les zones rurales, et la démocratisation de l'élaboration de politiques culturelles. D'autre part le lien entre culture et changement climatique : les participant-e-s ont suggéré que la Commission Culture devrait contribuer à la discussion avec sa propre voix, en connectant les discours parallèles existants.

La seconde partie de la discussion a concerné l'identification des activités ou méthodologies qui pourraient enrichir le travail de la Commission Culture de CGLU. Deux considérations d'ordre général ont été formulées par les participant-e-s, sur la nécessité d'avoir un éventail de méthodologies à disposition, qui pourraient être adaptées à des contextes spécifiques; et la possibilité de tester et réaliser des prototypes, comme alternative à l'élaboration de méthodologies très tranchées. En outre, des exemples spécifiques ont été donnés d'initiatives mises en œuvre par les Villes Pilotes de l'Agenda 21 de la culture (ateliers ODD dans les écoles, programmes de volontariat international, etc.) qui pourraient servir d'inspiration.

Enfin, les participant-e-s ont consacré les dernières minutes à discuter des outils de communication qui pourraient être développés pour maintenir les conversations et le réseautage après le Sommet. L'importance de la consolidation de la communication avec les communautés locales a été mentionnée, tout comme la nécessité de tirer profit des bonnes pratiques de l'Agenda 21 de la culture, en identifiant les projets et processus similaires auxquelles elles pourraient être reliées. D'autres outils concrets (conférences thématiques virtuelles, groupe LinkedIn, etc.) ont également été avancés.

LES PARTICIPANT-E-S ONT DISCUTÉ DE PLUSIEURS QUESTIONS, NOTAMMENT LA TENSION ENTRE LE DÉVELOPPEMENT ET LA PROTECTION DU PATRIMOINE, L'IMPORTANCE DE LA RELATION ENTRE CULTURE, CRÉATIVITÉ ET ESPACES PUBLICS ET LA CONSOLIDATION DE LA CONNEXION ENTRE CULTURE ET ÉDUCATION

SESSION PARALLÈLE E3 : VERS UNE COALITION « CULTURE » POUR LA COP23

En s'appuyant sur les résultats de la session D3 « Villes, culture et changement climatique » de la veille, cette session entendait discuter de la participation des acteur·rice·s culturel·le·s à la Conférence COP23 sur le changement climatique qui doit se tenir à Bonn en novembre 2017. Comme au cours des récentes COP, une coalition d'agent·e·s culturel·le·s participera à la COP23, afin de souligner l'importance de la perspective culturelle dans les négociations sur le changement climatique.

La discussion a été modérée par Hervé Fournier, Président de Terra21 et représentant de Climate Chance, qui a introduit la discussion en envisageant les différents angles possibles de l'approche du lien entre culture et changement climatique, notamment les aspects culturels et environnementaux. Il a rappelé qu'en 2012, l'UICN avait proposé une solution aux défis du changement climatique basée sur la nature, et il s'est demandé s'il était possible de réfléchir à une solution fondée sur la culture.

La session s'est ensuite déroulée sous forme de discussion ouverte. Les principales idées ayant été avancées sont les suivantes :

- La nécessité d'entamer une conversation entre professionnel·le·s des arts, du patrimoine et de l'environnement. Le changement climatique en tant que processus peut aider à **rompre les cloisonnements** entre secteurs.
- Utiliser le patrimoine et la préservation du passé comme façon de **penser le futur**, et reconverter les musées pour aider les personnes à anticiper l'avenir.





DE PAR SA NATURE MÊME, LE CHANGEMENT CLIMATIQUE EST UN PROCESSUS QUI PEUT AIDER À ROMPRE LES CLOISONNEMENTS ENTRE SECTEURS

- **Culture 21 : Actions**, un guide destiné, entre autres, à établir le lien entre culture et environnement vers le développement local durable. Sa mise en œuvre peut également participer à rompre les cloisonnements.
- Créer des espaces pour les **artistes qui souhaitent protester contre les dégâts environnementaux**. Utiliser le processus de créativité plutôt que ses produits, afin d'encourager le changement (« L'imagination vers le mieux »).
- Reconnaître la **propre responsabilité du secteur culturel** dans les progrès vers un paradigme de croissance, par exemple avec l'accent sur les industries créatives.
- L'importance du **travail avec le secteur éducatif**.
- Le **besoin de davantage de données probantes et de recherche** abordant les liens entre culture et environnement.
- L'importance de **forger des alliances avec les gouvernements locaux**, ainsi qu'avec les gouvernements nationaux qui ont la volonté de s'engager dans les négociations mondiales sur le changement climatique et d'impliquer la société civile.
- Enfin, une **plateforme plurilatérale d'agent-e-s** qui croient en l'émergence de synergies importantes entre culture et changement climatique. Une série d'outils de communication pour garantir le prolongement de la collaboration après le Sommet ont été abordés, comme les événements qui précéderont la COP23 (le [1^{er} Forum Creative Mobilities](#) à Grenoble en septembre 2017) qui pourraient aider à maintenir l'élan sur la question de la culture et du changement climatique.

LE PATRIMOINE ET LA PRÉSERVATION DU PASSÉ PEUVENT AIDER À PENSER LE FUTUR. LES MUSÉES PEUVENT ÊTRE RECONVERTIS POUR AIDER LES PERSONNES À ANTICIPER L'AVENIR



SESSION PLÉNIÈRE N°3 : DROITS CULTURELS ET ALLIANCES LOCALES POUR LA CULTURE

Cette session plénière finale visait à réaffirmer l'importance des droits culturels comme fondement du développement durable dans les villes, mais aussi à souligner l'importance de solides partenariats locaux impliquant gouvernements locaux, organisations de la société civile, acteur-ric-e-s privé-e-s et citoyen-ne-s en vue de présenter une vision des aspects culturels qui soit solide, plurielle et partagée.

Cette session a compté sur les contributions de différentes villes leaders de CGLU dans le secteur de la culture, ainsi que sur celles de voix reconnues de la société civile. Elle a été présidée par **Bernadia Tjandradewi**, Secrétaire générale de [CGLU-Asie Pacifique \(CGLU-ASPAC\)](#), qui a fait référence dans son introduction au caractère axé sur les personnes de la culture et a souligné en particulier l'importance de la diversité, notamment la diversité linguistique.

Le premier intervenant était **Abdurrahman Şen**, Directeur du département de la culture de la [Municipalité métropolitaine d'Istanbul](#) et Président de la Commission Culture de [CGLU-Moyen Orient et Asie de l'Ouest \(CGLU-MEWA\)](#). Il a évoqué l'importance de la participation de tou-te-s à la vie culturelle, mais a également signalé les difficultés pratiques qui entravent souvent ce



SE CONCENTRER SUR LA COEXISTENCE ET LE VIVRE ENSEMBLE, AVEC LA MISE EN AVANT DES DROITS CULTURELS ET DE L'ACCÈS À LA CULTURE COMME PART IMPORTANTE DE CES OBJECTIFS

droit. Parmi les problèmes qu'il a cités se trouvait le besoin de faire revenir les ressources du patrimoine à leurs lieux d'origine, et il a également décrit certaines initiatives et mesures adoptées par Istanbul dans le secteur culturel.

La parole a ensuite été donnée à **María Claudia López**, Conseillère à la culture, aux loisirs et aux sports de la ville de **Bogotá**, qui a présenté l'intérêt porté par sa ville à la coexistence et au vivre ensemble, avec la mise en avant des droits culturels et de l'accès à la culture comme part importante de ces objectifs. Ceci suppose une collaboration transversale avec d'autres domaines du gouvernement local, mais aussi avec les autorités nationales et la société civile, et l'adoption d'une série de stratégies au niveau de la ville et des quartiers. [L'objectif du gouvernement local pour la période 2016-2020](#) est le bonheur des habitant·e·s, et les aspects culturels jouent un rôle dans chacun des trois axes de travail : égalité dans la qualité de vie, démocratie urbaine et consolidation des communautés.

NOUS RÉCUPÉRONS LA CULTURE COMME UNE VALEUR EN ELLE-MÊME. LES GOUVERNEMENTS LOCAUX ONT LE DEVOIR DE SERVIR AUX DROITS DES CITOYEN·NE·S

Pour représenter la ville de **Bilbao**, son Directeur à la culture **Iñaki López de Aguilera** a mis en avant l'équilibre entre les « Trois C » (cité, citoyen·ne·s et créateur·rice·s) opéré par sa ville, qui a été d'une certaine façon plus important que l'« effet Guggenheim », qui avait donné à la ville un rôle central et contribué à la revitalisation urbaine. Selon lui, la culture a de la valeur en elle-même, et les gouvernements locaux ont le devoir de servir aux droits des citoyen·ne·s. Il a souligné l'importance d'investir dans le capital humain de la ville et de garantir de bonnes conditions de travail aux artistes. Les partenariats locaux avec les citoyen·ne·s, les organisations de la société civile et autres niveaux de gouvernement, et la coopération internationale à travers les réseaux sont également des facteurs cruciaux dans la contribution à la vie culturelle et aux droits culturels.

LES ORGANISATIONS CULTURELLES À FINANCEMENT PUBLIC DOIVENT AVOIR DE PLUS EN PLUS LA VOLONTÉ DE TRAVAILLER HORS DE LEURS INSTALLATIONS, DANS LES QUARTIERS, EN COLLABORANT AVEC D'AUTRES ACTEUR·RICE·S ET EN TENANT COMPTE DE LEUR IMPACT SUR LE CAPITAL INDIVIDUEL ET HUMAIN



Le Maire-adjoint en charge du développement culturel de la ville de [Rome](#), **Luca Bergamo**, a réfléchi sur une série de défis rencontrés lorsqu'on essaie de rendre effectifs les droits culturels au niveau local. Parmi ces défis se trouve la crise dans les budgets publics, et la nécessité qui en découle de défendre l'importance de la culture. Très souvent, seuls des groupes réduits de la population parviennent à exercer effectivement leur droit à prendre part à la vie culturelle. Pour changer cela, il faut favoriser la transition vers des organisations culturelles à financement public, qui auront de plus en plus la volonté de travailler hors de leurs installations, dans les quartiers, en collaborant avec d'autres acteur·rice·s et en tenant compte de leur impact sur le capital individuel et humain. Il est également crucial de favoriser la compréhension du patrimoine comme élément où vivre, pour les besoins contemporains des citoyen·ne·s, plutôt que quelque chose à préserver à fins touristiques.

C'est ensuite **Lucina Jiménez**, Directrice de [ConArte](#) et experte du programme Villes Pilotes de l'Agenda 21 de la culture qui a pris la parole pour réfléchir sur la responsabilité de la vie culturelle envers la paix et la coexistence, et celle de la société civile envers la consolidation de modes de vie plus démocratiques. Le travail effectué par ConArte s'en fait écho, car il aborde l'éducation, le développement urbain, la sécurité et la coexistence interculturelle à travers les expériences artistiques, sans les instrumentaliser. Un accent particulier est mis sur l'éducation aux arts en tant que processus vers le renforcement des capacités citoyennes, ainsi que sur la collaboration et le partenariat avec d'autres organisations. Le travail de ConArte avec Ciudad Juárez a permis de tirer des enseignements sur la façon d'allier culture, sécurité, culture de la paix et égalité femmes-hommes.

**LA PLANIFICATION EXIGE D'IMAGINER
LE FUTUR, CE QUI EST L'ACTE CULTUREL
FONDAMENTAL**

Jon Hawkes, lauréat de la 2^{ème} édition du Prix international CGLU — Ville de Mexico — Culture 21, a présenté une série de réflexions fondées sur les deux précédentes journées de discussions, notamment sur l'importance de renforcer la place des femmes dans la vie culturelle. Il a affirmé que, plutôt que de discuter régulièrement des significations de la culture, il est nécessaire de partir du principe qu'elles sont des définitions parallèles, se chevauchant, et qu'un terrain commun doit être identifié. Concernant la culture et les droits culturels, la clé réside dans l'engagement, en allant au-delà de rôles passifs et en s'engageant activement dans toutes sortes d'activités, y compris la planification, car cette dernière exige d'imaginer le futur, ce qui est l'acte culturel fondamental.

Enfin, la Directrice de la **Fondation européenne de la culture (ECF)**, **Katherine Watson**, a suggéré qu'au lieu de considérer la culture comme un pilier de développement, elle devrait être comprise comme l'eau, la rivière où nous nous trouvons, et donc comme part d'un écosystème. À travers son projet *Construire la ville*, l'ECF a identifié des exemples de participation des communautés à la construction des villes, exemples qui peuvent être reliés aux thématiques du Sommet. Les changements ne peuvent être accomplis avec un travail cloisonné, l'accent doit être mis sur l'intersection, la collaboration, la participation et la création de contextes favorables avec les autres (plutôt que pour les autres), où les villes peuvent écouter. Elle a également suggéré qu'il serait nécessaire de passer d'un axe sur la diversité à un axe sur l'inclusion en « invitant les gens à la fête », mais également en leur « donnant la possibilité de danser et de choisir la musique ».

Plusieurs thématiques ont été discutées ensuite, notamment l'implication du secteur privé dans le financement culturel (en tant que sponsor mais aussi partenaire, tout en reconnaissant le rôle de l'économie sociale) et l'importance de garantir des espaces pour l'expression des voix divergentes dans le cadre des approches à la culture et au développement fondées sur les droits (qui comprend faire face aux restrictions grandissantes à la liberté d'expression, notamment l'expression artistique).





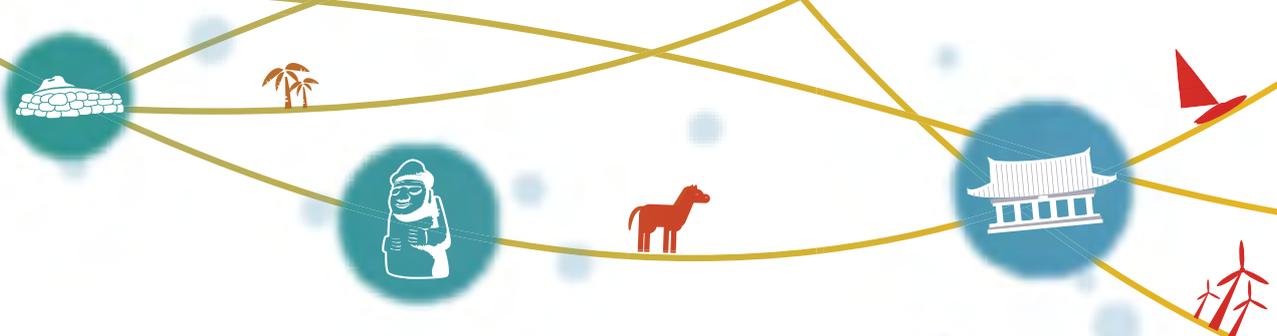
SESSION DE CLÔTURE

La session de clôture du Sommet a servi à synthétiser certaines des idées clés ayant émergé aux cours de ces trois journées pleines d'expériences, de discussions et d'interactions, mais aussi à réfléchir sur la façon d'intégrer encore plus en profondeur les aspects culturels dans les stratégies de développement durable à l'échelle globale et locale et comment renforcer le réseautage en la matière.

L'écrivain et résident de Jeju **HYUN Ki-young** a ouvert la session en exprimant sa reconnaissance à tou-te-s ceux-elles qui ont voyagé pour participer au Sommet et aux échanges, car ceci a aidé Jeju à identifier des moyens de mieux intégrer la culture à sa démarche de durabilité. Il a mis en garde sur la façon dont les changements culturels et le pouvoir de la culture dominante menacent d'aliéner les populations locales, détruisant par là leur autonomie et leur identité. En insistant sur l'importance de l'économie culturelle, il a cité l'histoire de Jeju comme lieu souverain, mais aussi un endroit dont les citoyen-ne-s ont combattu pour la liberté à différents moment de l'histoire, notamment lors du soulèvement du 3 avril 1948. Enfin, il a souligné le potentiel de Jeju dans la réunion des expressions culturelles et de l'environnement naturel sous forme d'approche intégrée.

JEJU A LE POTENTIEL POUR RÉUNIR LES EXPRESSIONS CULTURELLES ET L'ENVIRONNEMENT NATUREL SOUS FORME D'APPROCHE INTÉGRÉE

Au nom des Co-présidents de la Commission Culture de CGLU, **María Victoria Alcaraz**, Coordinatrice de la coopération culturelle et du programme de renforcement des capacités auprès du Ministère de la culture de la ville de Buenos Aires, a présenté une série de



conclusions issues du Sommet. Elles comprenaient notamment la réaffirmation des villes et de la culture comme aspects fondamentaux des approches du développement durable et l'importance de la coopération sur le long terme, comme celle qui a mené à l'Agenda 21 de la culture il y a dix ans, et qui a attiré de plus en plus d'acteur-ric-e-s autour de la table. Elle a insisté sur la nécessité de continuer à favoriser l'apprentissage entre pairs auprès des villes et a souligné la volonté de la Commission Culture de sensibiliser à la dimension culturelle de l'Agenda 2030. Avant de conclure, elle a remercié tou-te-s les partenaires impliqué-e-s dans le Sommet et a envoyé ses salutations au Co-Président Eduardo Vázquez, Secrétaire à la culture de la Ville de Mexico, qui n'avait pu se rendre à l'événement.

Le Président de CGLU, **Mpho Parks Tau**, a remercié tou-te-s les partenaires qui ont rendu ce Sommet possible, notamment la Province Autonome de Jeju, son Gouverneur et CGLU-ASPAC, ainsi que tou-te-s les participant-e-s. Il a affirmé que, comme le montrent les expériences des communes, villes et régions, aucun domaine de travail ne peut contribuer seul à une société résiliente et durable. Dans le cas de la culture, il ne suffit pas de déclarer qu'elle se situe au cœur du développement durable, il est nécessaire de concevoir des villes plus propices et accessibles, de reconnaître que les villes prospères sont celles qui célèbrent la diversité, décentralisent l'accès à la culture et à la créativité, donnent la possibilité aux souvenirs et

NOUS DEVONS CONTINUER D'ENCOURAGER L'APPRENTISSAGE ENTRE PAIRS AUPRÈS DES VILLES ET NOUS AVONS LA VOLONTÉ DE POURSUIVRE LA SENSIBILISATION À LA DIMENSION CULTURELLE DE L'AGENDA 2030

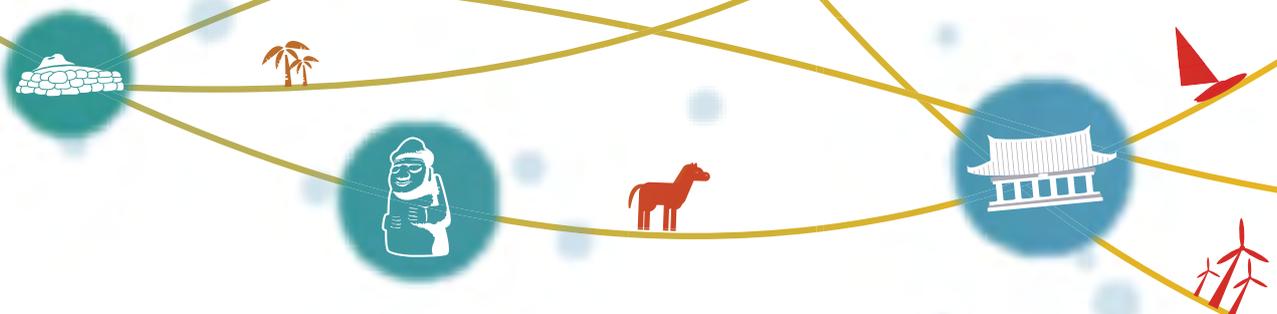


au patrimoine de tout-e un-e chacun-e d'être reconnu ; il faut également viser à des villes axées sur les personnes, qui permettent à leurs habitant-e-s de co-crée la ville qu'il-elle-s désirent. CGLU a reconnu tout cela dans l'[Engagement de Bogotá](#), et dans sa reconnaissance de la culture comme [quatrième pilier du développement durable](#), sans lequel les autres piliers s'effondrent. Il a insisté sur l'importance de la localisation des agendas mondiaux et a conclu en rappelant que placer la culture au cœur du développement durable n'est pas une tâche aisée, mais qu'aucun autre processus n'est plus motivant et inspirant, ni plus près de l'esprit de la diversité locale et de l'autonomie qui animent le réseau de CGLU.

Le 2^{ème} Sommet Culture de CGLU s'est achevé avec l'intervention de **WON Hee-ryong**, Gouverneur de la Province autonome de Jeju, Président de la section Asie-Pacifique de CGLU (CGLU-ASPAC), et Vice-président de CGLU. Il a souligné que le Sommet a fourni des moments enrichissants d'échanges sur les politiques et les pratiques des villes durables ; il a également aidé à confirmer l'importance des villes et de la culture dans ce contexte. Il a affirmé qu'un vent de changement souffle dans le monde entier, indiquant que l'Agenda 2030 des NU exigeait des approches nouvelles et différentes, de nouveaux efforts, et que la collaboration, l'autonomie et une communauté de coexistence est nécessaire à ces fins. Il a remercié tou-te-s les partenaires et participant-e-s d'avoir uni leurs efforts, d'être venu-e-s à Jeju et d'avoir contribué aux discussions et, avant de clore officiellement le Sommet, il a invité tout le monde à profiter des expériences culturelles à Jeju, prévues plus tard dans l'après-midi et le lendemain.

LA CULTURE EST LE QUATRIÈME PILIER DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, SANS LEQUEL LES AUTRES PILIERS S'EFFONDRENT





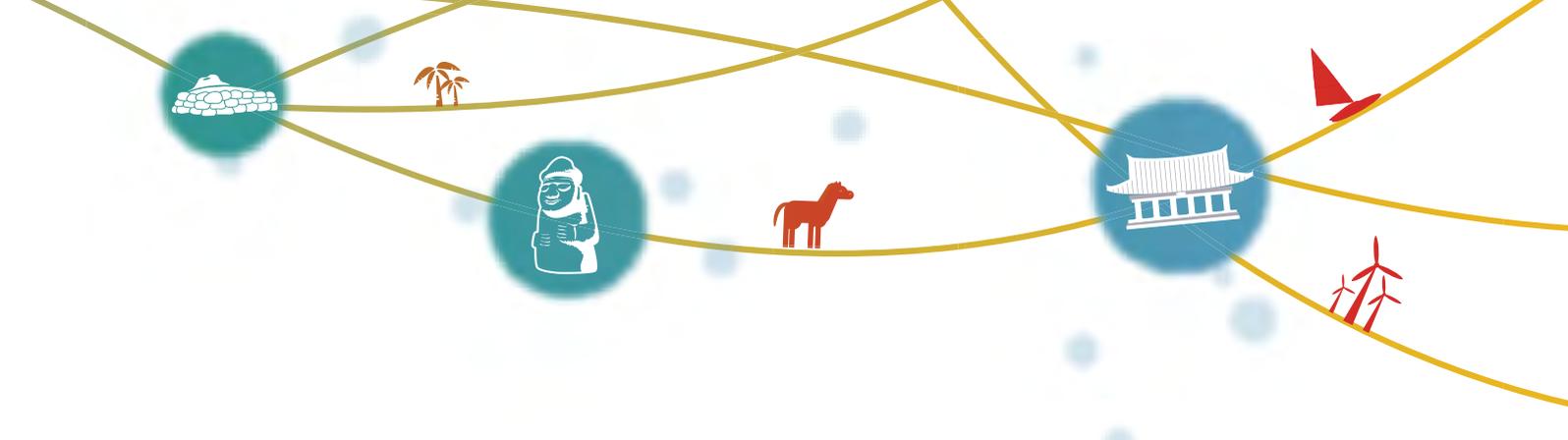
ACTIVITÉS FINALES

En fin d'après-midi du vendredi 12 mai et tout au long du samedi 13 mai, les participant-e-s au 2^{ème} Sommet Culture de CGLU ont eu l'opportunité de visiter plusieurs sites culturels de l'île de Jeju. Les sites étaient les suivants : Jeju Mokgwana & Gwandeokjeong, Samdo-dong Street, le marché traditionnel Dongmun et le mémorial de Man-duk, la Kim Young Gap Gallery et Yongnuni Oreum, la forêt Gotjawal Hwansang et la plage Hyeopjae, Dongbaek Dongsan (colline aux camélias), Seongsan Ilchulbong, le sentier Olle (Route n°7), Seogwipo Maeil Olle, le marché Seogwipo Maeil Olle et la Lee Jung-Seop Art Street.

Un dîner de clôture, organisé par l'[Association des gouverneurs de Corée \(GAOK\)](#), s'est tenu le vendredi 12 mai, avec un spectacle de la **Im Ingun Jazz Band** et de **South Carnival**.







CAMPUS DES PENSEURS URBAINS

Le 2^{ème} Sommet Culture de CGLU a été l'un des **Campus des Penseurs Urbains (UTC)** promu par la **Campagne urbaine mondiale (WUC)** d'ONU-Habitat.

La Campagne urbaine mondiale est une plateforme de plaidoyer et partenariat destinée à sensibiliser au changement urbain positif afin de parvenir à des villes vertes, productives, sûres, saines, inclusives et bien planifiées. Son objectif est de placer le Nouvel agenda urbain au plus haut niveau des politiques de développement. Elle est coordonnée par ONU-Habitat et elle est animée par un grand nombre de partenaires engagé-e-s (plus de 180 partenaires et réseaux actuellement) de par le monde. CGLU est un partenaire Leader de la Campagne urbaine mondiale.

Le modèle de Campus Urban Thinkers, conçu en 2014 comme un espace ouvert pour les échanges critiques entre tou-te-s les acteur-ric-e-s et partenaires, vise à promouvoir l'urbanisation durable. Il est également envisagé comme une plateforme de plaidoyer pour une planification et une conception éclairées de nos villes et afin de proposer des solutions urbaines aux problèmes d'urbanisation des futurs urbains.

En cohérence avec le modèle UTC, le 2^{ème} Sommet Culture de CGLU

- a contribué à la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain, vers « la Ville dont nous avons besoin » ;
- a créé un espace ouvert aux échanges critiques et à la recherche de consensus.
- le Sommet était orienté vers l'action, avec la définition de mesures prioritaires, à court, moyen et long terme.

Un [rapport](#) et une [web story](#) du 2^{ème} Sommet Culture de CGLU sont également disponibles sur le site Internet du WUC.



POUR D'AVANTAGE D'INFORMATION VEUILLEZ VISITER



CULTURE 21
ACTIONS



PROGRAMME



COMMUNIQUÉS



DOSSIER DE
PRESSE



TWITTER



RÉSEAUX
SOCIAUX



IMAGES



VIDÉOS

CONTACTS

Commission culture de CGLU

Email info@agenda21culture.net

Web www.agenda21culture.net

Twitter [@agenda21culture](https://twitter.com/agenda21culture)



LE SOMMER

Président de CGLU

Mpho Parks Tau

Gouverneur de la Province Autonome Spéciale de Jeju

WON Hee-ryong

Coprésidents de la Commission culture de CGLU

Ángel Mahler (Ministre de la Culture, Ville de Buenos Aires)

Eduardo Vázquez (Secrétaire à la Culture, Ville de Mexico)

Comité d'organisation

María Victoria Alcaraz

KIM Hyunmin

KIM Jeyon

Martín Levenson

Jordi Pascual (coordination)

Josep Roig

Bernadia Tjandradewi

Emilia Sáiz

Équipe de Jeju

CHAE Eunjoo

HAN Sung-hee

HYEON Mijeong

KIM Jimi

KIM Miyoung

KANG Seung-hun

LEE Jinyi

Équipe de CGLU

Pere Ballester

Jordi Baltà

Toni Blanco

Helena Calvo

Irene Fuertes

Tara Katti

Kate Kyung Ryung Kim

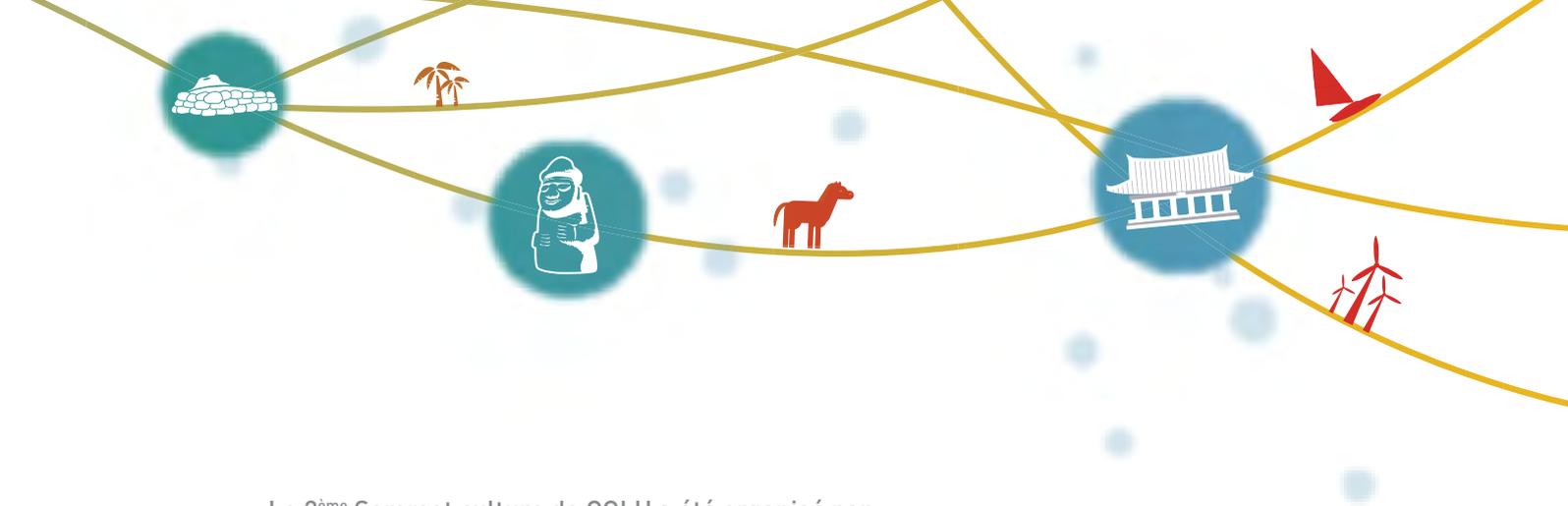
Mònica Mora

Carole Morillon

Marie-Laure Roa

Sergio Salgado

Sarah Vieux



Le 2^{ème} Sommet culture de CGLU a été organisé par



En collaboration avec



En partenariat avec



Avec le soutien de





www.agenda21culture.net

#CultureSummit
#UrbanThinkers
#Culture21Actions
#UCLGculture
#UCLGmeets

